

LES  
RÉFORMES MONÉTAIRES  
EN POLOGNE

PAR

Louis MONGIN

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT  
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

*présentée et soutenue le jeudi 9 juin 1921, à 15 heures 1/2*

---

*Président : M. HITIER, professeur.*

*Suffragants* { *MM. SOUCHON, professeur.*  
*RIST, professeur.*

---

PARIS

IMPRIMERIE A. DAVY ET FILS AINÉ

52, RUE MADAME

---

1921



UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

---

LES  
RÉFORMES MONÉTAIRES  
EN POLOGNE

PAR

Louis MONGIN

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT  
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

*présentée et soutenue le jeudi 9 juin 1921, à 15 heures 1/2*

---



*Président : M. HITIER, professeur.*  
*Suffragants* { *MM. SOUCHON, professeur.*  
*RIST, professeur.*

---

PARIS

IMPRIMERIE A. DAVY ET FILS AÎNÉ

52, RUE MADAME

—

1921

La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.

## INTRODUCTION

---

La guerre a provoqué dans le domaine des questions économiques de telles perturbations que beaucoup de gens ont cru pouvoir proclamer la faillite de l'Economie politique.

Cependant, l'étude un peu approfondie des phénomènes, qui se sont déroulés au cours de ces dernières années, permet aisément de mettre en relief toute la valeur des lois économiques unanimement admises en 1914. De quelque côté que l'on dirige ses investigations, on ne tarde pas à constater que la méconnaissance de ces lois a toujours eu sa sanction.

Mais peut-être les enseignements les plus probants doivent-ils être recherchés sur le terrain monétaire. Ici, en effet, plus que partout ailleurs, il a été fait litière de tous les principes d'une saine doctrine économique. Aussi bien les conséquences des infractions commises apparaissent-elles dans toute leur gravité avec une évidence plus éclatante.

L'état de malaise financier, dont souffre actuellement le monde, dérive en grande partie du bouleversement

général du système monétaire d'avant-guerre. Beaucoup de devises qui, jusqu'à 1914, ne s'étaient jamais écartées des gold-points, ont subi des dépréciations considérables et toutes les transactions internationales ont été durement affectées par l'instabilité des changes.

Partout, la désorganisation du système monétaire entrave la reprise de l'activité économique ; dans certains pays, elle est un des facteurs principaux du déséquilibre économique et social.

Il est donc tout naturel que l'une des premières préoccupations de l'heure présente soit ce qu'on appelle communément l'assainissement de la circulation (1).

Mais, dans beaucoup d'Etats, c'est là une tâche particulièrement ardue, dont, sans vouloir être pessimiste, l'accomplissement demandera des années ; de plus, si la nécessité du retour à un régime stable est évidente, on ne voit pas encore très bien comment y parvenir.

Il serait donc prématuré de vouloir se livrer, dès maintenant, à une étude d'ensemble des questions monétaires,

(1) Il convient toutefois de noter qu'en Russie, le gouvernement des soviets poursuit une politique systématique d'avilissement monétaire, dans le but d'arriver à la suppression absolue de la monnaie. Un décret aurait même supprimé l'usage de la monnaie à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1921. « Dans des conditions, dit Lénine, la monnaie ne donnera plus lieu à des transactions que de la part des fraudeurs et des spéculateurs clandestins ; mais ces marchés clandestins disparaîtront d'eux-mêmes, lorsque le gouvernement aura réussi à assurer le ravitaillement de toute la population ; lorsque nos enfants auront grandi, les monnaies leur serviront uniquement de jeu et nos arrière-petits-fils ne connaîtront plus la monnaie que par les professeurs d'histoire ».

qui sont résultées de la guerre, en vue de dégager des conclusions certaines et définitives.

Par contre, il n'est pas sans intérêt d'examiner les problèmes en face desquels s'est trouvé tel pays déterminé; de relater les efforts accomplis en vue de les résoudre et de laisser entrevoir les solutions qui semblent devoir être adoptées pour rétablir sans trop de heurts une circulation normale.

La Conférence financière internationale de Bruxelles a d'ailleurs reconnu, l'an passé, la nécessité d'étudier chaque pays séparément, car, affirme-t-elle au début de son rapport, la gravité du mal et ses effets sur l'organisme politique ont infiniment varié, selon qu'une nation a été plus ou moins touchée par les maux de la guerre.

Mais, si la désorganisation monétaire, que l'on constate dans presque tous les pays, est la conséquence directe de la guerre, il est toute une série de réformes que la paix, de son côté, a rendues nécessaires.

A la suite de la victoire des Alliés, la carte de l'Europe a subi un remaniement sans précédent dans l'histoire des temps modernes. Il n'est pour ainsi dire pas d'Etats dont le territoire n'ait été profondément modifié; au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, des Etats nouveaux ont pris naissance.

Or, tout changement de souveraineté implique un changement de monnaie : lorsqu'un Etat s'accroît, que ce soit à la suite d'une guerre, ou d'un plébiscite, il

rejette la monnaie circulant sur le territoire annexé, pour la remplacer par sa propre monnaie.

C'est ainsi qu'après le traité du 24 mars 1860, la France a remplacé par le franc la monnaie italienne qui circulait en Savoie et à Nice. Après le traité de Francfort, les Allemands ont introduit leur mark en Alsace-Lorraine.

Tout le monde a présent à l'esprit la réforme accomplie dans ces provinces au lendemain de l'armistice, le gouvernement français décidant, dès le 26 novembre, que les monnaies allemandes n'auraient plus cours en Alsace-Lorraine et valorisant à 1,25 les marks possédés par les Alsaciens-Lorrains (1).

Pour un certain nombre d'Etats, l'unification monétaire devait être l'une des plus graves préoccupations de l'après-guerre. Comment lever des impôts, établir un budget, fixer des droits de douane, passer des accords commerciaux, lorsque plusieurs monnaies circulent régulièrement.

Le problème de l'unification se trouvait d'ailleurs singulièrement compliqué lorsqu'il s'agissait d'Etats nouveaux, n'ayant pas de monnaie nationale pour étayer leurs réformes.

Tel était, notamment, le cas de la Pologne.

Si des erreurs monétaires ont été commises dans ce pays, erreurs qui sont peut-être l'une des raisons dominantes du marasme financier (le mot n'est pas trop fort)

(1) Arrêté du 26 novembre 1918.

dans lequel se trouve actuellement la jeune République, il est juste de reconnaître que, nulle part ailleurs, aucun gouvernement n'eut à faire face à des difficultés aussi grandes et aussi nombreuses.

Sans doute, la Pologne n'est pas le seul Etat nouveau qui figure sur la carte remaniée de l'Europe.

Ainsi, la Finlande a été reconnue indépendante, par les grandes puissances avant l'armistice. Mais du temps même où elle faisait partie de l'empire russe, elle jouissait d'une autonomie telle dans tous les domaines, mais surtout dans le domaine financier, que sa séparation d'avec la Russie ne pouvait susciter de sérieuses difficultés monétaires.

Depuis son rattachement à l'Autriche, en 1867, la Hongrie n'avait pas de monnaie propre : toutes les questions relatives à la circulation ressortissaient au ministère commun des finances. Toutefois, lorsque l'Entente lui rendit son indépendance, elle aurait pu sans doute assez aisément, créer une bonne monnaie nationale. Ce sont surtout les désordres intérieurs qui ont compliqué dans ce pays le problème monétaire.

La Tchéco-Slovaquie n'est qu'une partie démembrée de l'ancienne dualité austro-hongroise : une seule monnaie circulait donc sur le territoire du nouvel Etat. Nous aurons l'occasion de relater les mesures ingénieuses prises par le gouvernement de Prague pour transformer les couronnes austro-hongroises circulant en Tchéco-

Slovaquie, en une monnaie qui n'a cessé de faire prime sur toutes celles des Etats de l'Europe centrale.

Deux autres Etats, qui sont des Etats anciens, se sont trouvés aux prises avec de grandes difficultés monétaires par suite de l'accroissement considérable de leur territoire : la Roumanie et l'Etat serbe-croate-slovène, communément appelé Yougo-Slavie. A la fin de l'année 1918, quatre ou cinq monnaies circulaient normalement sur le territoire de chacun de ces deux Etats. Il s'agissait, pour eux, de convertir ces différentes monnaies en la seule monnaie ayant cours légal avant la guerre, c'est-à-dire en leis ou dinars.

On peut dire que tous les problèmes particuliers aux Etats que nous venons d'énumérer, la Pologne avait à les résoudre. Comme les puissances auxquelles a été transféré un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise, elle a hérité d'une circulation en couronnes très dépréciée ; de même que la Roumanie, qui s'est agrandie aux dépens de la Russie, elle avait à remplacer les roubles par sa propre monnaie ; comme la Roumanie, encore, elle a connu les invasions et les émissions faites par l'occupant temporaire ; comme la Tchéco-Slovaquie, enfin, elle avait un gouvernement et une administration à créer de toutes pièces.

On ne peut donc taxer d'exagération M. Thaddée Adamczewski lorsqu'il écrivait, en 1919, au début de son ouvrage, *La Réforme de la Valuta polonaise* : « Aucun pays ne s'est trouvé en face d'un problème monétaire

aussi difficile : l'énorme affluence de papier monnaie, le nombre des monnaies les plus diverses dans un Etat en pleine formation, ruiné par ses ennemis, mis par eux dans l'impossibilité de produire, et ayant besoin d'une importation étrangère considérable, sont autant d'obstacles à une solution rapide du problème. »

Il nous a semblé qu'une étude détaillée du régime monétaire polonais, depuis l'armistice, était susceptible de présenter quelque intérêt en raison de la variété des questions qui se sont posées, de leur complexité, et, puisqu'elles n'ont pas toutes encore été solutionnées, du caractère d'actualité d'un certain nombre d'entre elles.

C'est, de plus, un sujet fort peu connu que nous abordons. En dépit des sentiments d'amitié qui unissent la France et la nouvelle république, on est, chez nous, bien peu au courant des choses de Pologne.

Il faut reconnaître que, même dans les milieux qui s'inquiètent d'économie politique et de finances, on est tout à fait ignorant des questions monétaires polonaises, qui présentent, cependant, un champ d'études beaucoup plus vaste et plus instructif que d'autres questions monétaires maintes fois traitées, telles que la valorisation en Alsace-Lorraine, la crise du Hassani au Maroc, le problème de la piastre indo-chinoise.

En donnant pour titre à ce travail : « Les Réformes monétaires en Pologne », nous nous sommes principalement proposé de faire l'étude des mesures prises par le gouvernement de Varsovie, pour ramener à un type

unique les nombreuses monnaies qui circulaient sur le territoire du nouvel Etat. Cependant, chemin faisant, nous nous trouverons dans la nécessité d'effleurer bien des questions monétaires, qui, celles-là, ne sont pas spéciales à la Pologne, et que nous supposerons déjà connues. Pour nous en tenir à un seul exemple, il est évident qu'une opération comme celle de l'échange des couronnes, ne pouvait guère être réalisée, sans qu'il en résulte des répercussions importantes sur l'ensemble de la circulation : c'est tout le problème de l'inflation qui se trouve ainsi indirectement abordé.

Il n'est d'ailleurs peut-être pas inutile de faire cette remarque que presque toutes les difficultés rencontrées pour le genre de réformes, que nous envisageons, proviennent de la dépréciation des monnaies par rapport à l'or. Si, au lendemain de l'armistice, le franc et le mark allemand s'étaient trouvés au pair par rapport à l'or, rien n'eût été plus simple que d'introduire la monnaie française en Alsace-Lorraine.

Mais, d'autre part, il n'y aurait pas d'inconvénients très graves à ce que plusieurs monnaies circulent sur le territoire d'un même Etat, si ces monnaies n'étaient pas dépréciées et n'étaient sujettes à de grandes fluctuations de valeur par rapport entre elles. Dans l'ancienne France, avant que le roi ne se soit réservé le privilège de battre monnaie, quantité de pièces d'or, frappées aux effigies seigneuriales, avaient libre circulation ; les impôts étaient perçus dans les monnaies les plus diver-

ses ; mais ces dernières n'étaient reprises que pour la valeur correspondant à la quantité de métal qui les composait et que le changeur du trésor était chargé de vérifier.

Sans aller chercher des exemples dans des périodes aussi lointaines, où l'on ne connaissait pas encore les monnaies fiduciaires, on peut dire que si le rouble, le mark et la couronne avaient conservé leur valeur exacte par rapport à l'étalon d'or, les transactions en Pologne n'auraient pas été considérablement entravées du fait de la circulation de trois monnaies différentes.

Dans cette hypothèse, il est toutefois permis de se demander comment il aurait été possible au gouvernement polonais de remplacer ces monnaies par une monnaie polonaise. Quel aurait pu être, en effet, le gage de cette nouvelle monnaie polonaise ? Le plus gros problème monétaire que la Pologne avait à résoudre était peut-être celui-ci : Comment gager la circulation ? Au lendemain de l'armistice, la Pologne n'avait aucune encaisse. Le traité de Saint-Germain devait prévoir le partage de l'encaisse de l'ancienne banque austro-hongroise entre les Etats co-participants au démembrement de l'Autriche-Hongrie. Mais le traité de Versailles ne devait pas stipuler la remise par l'Allemagne à la Pologne de telle quantité de métal de la Reichsbank, destinée à gager la circulation des marks de Posnanie. Du côté russe, d'autre part, la Pologne ne pouvait fonder de vastes espoirs.

On peut sans doute concevoir qu'un Etat garantisse sa monnaie par autre chose que du métal, par des crédits à l'étranger, par exemple, ou par des richesses naturelles, des biens nationaux. Certains théoriciens ont même prétendu, au cours de ces dernières années, pouvoir doter le monde d'une monnaie internationale gagée sur la richesse en puissance des Etats.

Il n'en reste pas moins (jusqu'ici les faits semblent l'avoir suffisamment démontré) que l'or reste, dans le monde entier, à la base de tous les systèmes monétaires. M. Vissering, président de la Banque néerlandaise, l'un des hommes les plus compétents en matière monétaire, déclarait récemment : « De ce que la Banque hollandaise a vu son encaisse or diminuer de 1918 à 1920, à la suite d'exportations, il ne faut pas en conclure que l'or ait perdu son pouvoir d'agir dans les liquidations internationales : en réalité, l'or est plus recherché que jamais. »

Dans un chapitre consacré à la Banque d'émission polonaise, nous aurons à revenir sur ces graves questions ; il était sans doute nécessaire de les mentionner, dès le début de cette étude, pour bien convaincre de l'immensité du problème monétaire polonais, tel qu'il s'est posé à la fin de 1918.

Nous avons eu déjà l'occasion de le dire : des erreurs ont été commises dans les différentes réformes effectuées ; mais on est tout disposé à les excuser lorsqu'on

a pu toucher du doigt les difficultés qui devaient être surmontées.

En deux ans, cinq ministres se sont succédés au portefeuille des finances. Malgré leur compétence, parfois leur expérience des finances publiques (1), aucun d'eux n'a pu mettre fin au gâchis monétaire polonais. Beaucoup de réformes ont été faites. Il reste encore beaucoup à faire : le mark polonais, qui a été substitué aux roubles, marks et couronnes, n'est qu'une monnaie d'attente en quelque sorte. La future monnaie nationale polonaise, « le zloty », doit remplacer le mark polonais dans un avenir et dans des conditions qu'il n'est pas encore possible de préciser.

D'autre part, des réformes particulières doivent être encre envisagées : le mark allemand ne circulera sans doute pas toujours en Haute-Silésie, et du côté de l'Est des plébiscites sont à prévoir. Tant que le nouvel Etat polonais n'aura pas se frontières définitives, des questions d'échanges de monnaies s'ajouteront à toutes les autres préoccupations monétaires.

La division de notre étude sera toute simple :

Après avoir décrit, dans un chapitre premier, la situation monétaire dans les territoires polonais, au début de 1919, nous ferons, dans un chapitre II, l'étude des différentes réformes effectuées jusqu'à ce jour.

Un chapitre III sera consacré aux dispositions finan-

(1) M. Bilinski, réputé pour ses capacités financières avait été ministre des Finances d'Autriche-Hongrie.

cières du traité de Saint-Germain, et notamment à la liquidation de l'ancienne banque d'Autriche-Hongrie.

Le chapitre IV traitera de la banque d'émission.

Puis nous nous efforcerons de faire ressortir, dans un chapitre V, les conséquences des réformes monétaires effectuées.

Dans le chapitre VI, nous indiquerons ce qui a été fait dans les pays qui se sont trouvés sous le rapport monétaire dans une situation présentant des analogies avec celle de la Pologne.

Nous trouvant ainsi en possession d'éléments de comparaison, nous essaierons, dans un chapitre VII, d'apprécier les réformes effectuées, et nous indiquerons ce qui reste à faire en insistant spécialement sur le projet de création d'une nouvelle monnaie polonaise.

Enfin, la répercussion des questions monétaires sur l'issue des plébiscites, le problème de Haute-Silésie, celui de Dantzig, feront l'objet du chapitre VIII.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### **La situation monétaire en Pologne en avril 1919**

On pourrait, de prime abord, s'étonner que nous nous soyons placés au mois d'avril 1919 et non au mois de novembre 1918, pour faire l'exposé de la situation monétaire en Pologne, préliminaire à l'étude des réformes effectuées.

On s'imagine en effet couramment que l'Etat polonais, né de la victoire des Alliés, s'est trouvé reconstitué au lendemain même de l'armistice. Cependant, toute autre est la réalité : ce n'est guère avant le mois d'avril de l'année 1919 que la jeune République, déjà reconnue cependant par un certain nombre de puissances, commence réellement à faire figure d'Etat. Jusque là, les questions monétaires ne pouvaient que passer au second plan des préoccupations du gouvernement et aucune réforme ne fut sérieusement envisagée.

Nous estimons qu'il convient de se placer à la veille même des premières réformes effectuées pour décrire l'état de choses qu'elles ont eu pour but de modifier.

Pour faciliter la compréhension des développements qui vont suivre, il n'est peut-être pas inutile ni hors du sujet de rappeler ici, très brièvement, quelques données historiques.

La Pologne avait été, comme on sait, rayée de la carte de l'Europe en 1815. Cependant, bien que séparée politiquement en trois tronçons, elle n'avait cessé d'exister comme nation et de garder, comme telle, une parfaite homogénéité morale et intellectuelle.

Les premières années de la guerre ne lui avaient laissé que peu d'espoir de recouvrer son indépendance. Ce n'est qu'avec la chute du czarisme et la révolution russe, que de grandes espérances commencent à naître chez les Polonais. En même temps, le souci reparaît dans les chancelleries occidentales de l'avenir à donner à ce pays, dont l'étrange force de tradition survivait à tous les orages. En 1918, l'Entente, après avoir approuvé la création du Comité National Polonais, reconnaît la nation polonaise. Dès la fin d'octobre 1918, la débâcle germanique commence en Pologne : les jeunes légionnaires polonais n'attendent même pas le 11 novembre pour se précipiter sur les officiers et soldats allemands et pour désarmer l'armée allemande d'occupation (27.000 hommes) et la faire prisonnière. Le 10 novembre, Pilsudski, qui était chambré depuis plusieurs mois à Magdebourg, réussit à revenir à Varsovie, où le gouvernement provisoire lui laisse le pouvoir (1). La convention

(1) A la suite du désistement de Lubomirski.

d'armistice ne parle pas de la Pologne. Pilsudski entreprend néanmoins la libération du sol national, dont une grande partie est toujours occupée : les Allemands, à ce moment, tiennent encore la moitié de la Posnanie ; les bolchevistes s'avancent sur Vilna ; les Ukrainiens dévastent la Galicie orientale et assiègent Lvov ; au Nord, les Lithuaniens sont un paravent complaisant de l'occupation allemande.

En vérité, au 11 novembre 1918, les territoires sur lesquels s'exerce l'autorité du gouvernement polonais sont encore bien exigus, et l'on ne peut, d'autre part, entrevoir quelles frontières seront assignées au nouvel Etat. Cependant, Pilsudski poursuit l'œuvre de reconstitution nationale avec tant d'énergie et d'habileté que six mois environ après l'armistice, avant même le débarquement de l'armée polonaise organisée en France (1), Vilna était repris, Lvov et la Galicie orientale libérés, les Lithuaniens, les Allemands et les Tchèques tenus en respect, toute la ligne de la Bérézina atteinte. L'Entente a reconnu l'Etat polonais, mais c'est un Etat sans frontières définies, un Etat qui n'a pour frontières que les territoires occupés par ses troupes.

Ce n'est qu'au mois d'avril que le gouvernement peut commencer son travail d'organisation administrative et financière. Mais on ne saurait trop insister sur le fait que pour cette œuvre de reconstruction, des bases essentielles faisaient défaut, c'est-à-dire des frontières stables.

(1) Dont le 1<sup>er</sup> échelon partit le 25 avril.

La Pologne dut attendre le traité de Versailles pour voir délimiter ses frontières avec l'Allemagne (sous réserve des territoires de Prusse orientale et de Haute-Silésie, qui restaient soumis à plébiscite) et le traité de Saint-Germain, pour que soit fixée sa frontière avec la Tchéco-Slovaquie (sous réserve du pays de Teschen, soumis également à plébiscite). Tout récemment seulement, le traité de Riga a fixé les frontières de la Pologne avec la Russie et l'Ukraine.

En fait, depuis l'armistice, la souveraineté de l'Etat polonais s'est constamment exercée sur un territoire indéterminé ; sans aucun doute, cette indétermination n'a cessé d'être une cause de faiblesse pour la jeune République. S'il a toujours été admis que les territoires de l'ancien royaume du Congrès devaient revenir à la Pologne, par contre, il était difficile de lui attribuer tous les territoires qu'elle revendiquait.

La Pologne, cependant, ne pouvait pas attendre que ses frontières aient été définitivement fixées, que tous les plébiscites aient eu lieu, pour entreprendre l'œuvre d'unification administrative et monétaire qui s'imposait à elle ; de toute nécessité, notamment, il lui fallait des finances. Les dépenses publiques ont été assurées les premiers temps par des emprunts et par des émissions de papier. On ne saurait faire grief au gouvernement provisoire d'avoir eu recours à ce dernier procédé : tous les Etats qui se sont trouvés engagés à fond dans la guerre ne se sont-ils pas trouvés dans l'obligation de

faire des emprunts à la circulation pour assurer l'entretien de leurs armées ?

Dans un exposé à la Diète, M. Grabski pouvait très justement faire le résumé suivant de la situation financière à la fin de l'année 1918.

« Après l'armistice et l'écroulement de la puissance des occupants austro-allemands, la Pologne fut livrée à elle-même sans vestiges d'administration financière et même d'administration intérieure... Il était impossible d'établir un budget, en raison de l'instabilité extrême des frontières... Le premier budget élaboré dut se contenter d'englober les terres de l'ancien royaume du Congrès, sans tenir compte de la Posnanie et de la Galicie... Il n'y avait pas moins de quatre législations budgétaires et fiscales les législations russe, autrichienne et allemande et celle des occupants austro-allemands. »

Au mois d'avril 1919, sur les territoires occupés par les armées polonaises, on trouve un plus grand nombre de monnaies encore.

Il y a d'abord le mark allemand, circulant principalement dans les provinces antérieurement allemandes. Bien qu'il soit fort difficile de donner le montant, même approché, des marks en circulation en 1919, on estime généralement que ce montant ne devait pas être inférieur à 2 ou 3 milliards. Mais ce chiffre, comme ceux d'ailleurs que nous donnerons pour le montant de la circulation en couronnes et en roubles, ne doit être accepté qu'avec les plus grandes réserves.

Les couronnes autrichiennes — il y en aurait eu 6 milliards environ en circulation, ce chiffre comprenant les couronnes circulant dans l'ancienne province austro-hongroise et les couronnes introduites au cours de l'occupation dans d'autres provinces.

Les roubles russes — dont le montant en circulation ne devait pas être inférieur à 4 milliards. Ces roubles étaient de trois sortes : les roubles de l'ancien régime, dits roubles Romanoff ou czaristes ; les roubles Douma et Kerenski, émis en 1917 par le gouvernement provisoire, et les roubles soviétiques. Les valeurs respectives de ces différents roubles étaient très inégales.

Il convient d'ajouter les kriwny et les karbowancie, émis par le gouvernement ukrainien, et des marks lithuaniens ou « Ost-Marks », émis par le gouvernement allemand au cours de son occupation et garantis par un dépôt de Reichsmarks à la Reichsbank.

Une partie très sérieuse de la circulation était en outre constituée par les marks polonais. Il est nécessaire, ici, d'entrer dans quelques précisions.

D'une part, circulaient 860 millions environ de marks polonais émis par les Allemands au cours de leur occupation. Les Allemands ont employé, en Pologne, un procédé auquel ils ont eu recours dans presque tous les pays qu'ils ont occupés : pour couvrir les frais d'entretien de leurs troupes, ils émettaient du papier, qu'ils donnaient aux habitants en paiement de la valeur des prestations fournies. Les marks polonais qu'ils ont émis

étaient gagés par un dépôt de marks allemands à la Reichsbank à Berlin : Il ne devait donc y avoir aucune différence de cours entre ces deux monnaies.

D'autre part, nous avons eu déjà l'occasion de dire que le gouvernement provisoire polonais n'avait pu se dispenser, pour faire face aux dépenses les plus indispensables, d'émettre du papier : il émit des marks polonais. Au mois d'avril 1919, près d'un milliard de ces marks polonais, émis par le gouvernement polonais, circulaient dans le pays.

Ils n'étaient malheureusement représentatifs d'aucune valeur. Le gouvernement provisoire, en effet, n'avait aucune encaisse à leur affecter en garantie. Peut-être aurait-il pu toutefois gager ses premières émissions sur le domaine de l'Etat, domaine qui était fort important, puisqu'il ne comprenait pas moins de 650.000 hectares de forêts, 400.000 hectares de propriétés, 330.000 hectares de majorats, de riches terrains carbonifères s'étendant sur une superficie de 500 kilomètres carrés, des terrains pétrolifères à peine prospectés, et une des plus importantes raffineries de pétrole de l'Europe (Drohovycz).

Nous aurons par la suite l'occasion de revenir sur cette question.

Au total, une dizaine de monnaies circulaient en Pologne au mois d'avril 1919 (1). Mais beaucoup de ces

(1) Nous passons bien entendu sous silence les monnaies que certaines municipalités ont été autorisées à émettre.

monnaies ne constituaient, en réalité, que des monnaies étrangères, dont le gouvernement polonais n'avait pas à s'inquiéter sérieusement.

Le rouble Romanoff lui-même se trouvait dans une situation spéciale, qu'il est nécessaire de préciser. Les Austro-Hongrois avaient imposé la couronne comme monnaie légale dans les parties de la Pologne russe occupées par leurs armées ; de leur côté, dans la partie soumise à leur domination, les Allemands avaient introduit, en avril 1916, le mark.

Dans la zone austro-hongroise, les transactions en roubles n'avaient pas été interdites ; les roubles, dont le cours avait été fixé officiellement à 2 couronnes, restaient en usage, à titre de monnaie auxiliaire.

Dans la zone allemande, les transactions en roubles avaient été défendues ; mais les Allemands furent amenés, pour faciliter certaines conversions dans les recettes et dépenses d'ordre administratif, notamment pour la perception des impôts, à établir un cours fixe de 2 Mk 16 pour 1 Rb. czariste. Ce cours n'était d'ailleurs pas obligatoirement appliqué aux engagements entre particuliers, contractés antérieurement à l'ordre du général gouverneur allemand de Varsovie, en date du 30 juin 1917 : Ces engagements pouvaient être réglés indifféremment en roubles ou en marks.

Au mois d'avril 1919, le rouble Romanoff, servait encore, en fait, de monnaie d'échange dans toute la partie Est de la Pologne et n'était pas considéré comme mon-

naie étrangère. On pouvait se libérer de ses impôts en roubles. La valeur du rouble continuait à être calculée au taux de 2 Mk 16 pour tous les engagements pris avant le 30 juin 1917 ; mais pour les opérations au comptant, le cours de la Bourse était appliqué (cours inférieur à 2 Mk).

En résumé, trois monnaies seulement étaient, au sens strict du mot, des monnaies légales : marks polonais, marks allemands, couronnes ; mais les habitants pouvaient également se libérer de leurs impôts en une quatrième monnaie : le rouble Romanoff.

---

## CHAPITRE II

---

### **Les réformes effectuées en Pologne**

En présence du véritable chaos monétaire, que nous venons de décrire, la première tâche du ministre des finances devait être de prendre des mesures en vue d'unifier au plus tôt la circulation.

Le premier titulaire du portefeuille des finances fut M. Englich, président de la Banque coopérative de Posen. Pendant la durée de son ministère, c'est-à-dire jusqu'en mai 1919, aucune réforme proprement dite ne fut effectuée. M. Englich avait de grands projets, sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir ; il voulait, notamment, procéder à l'estampillage général des monnaies circulant sur le territoire polonais. Il est sans doute regrettable que cet estampillage n'ait pas eu lieu, quand bien même les autres mesures proposées par M. Englich devaient être rejetées.

M. Englich eut, du moins, le mérite d'entreprendre avec l'Allemagne des négociations en vue d'obtenir le remboursement des marks polonais qu'elle avait émis au cours de son occupation.

Nous avons déjà indiqué que pour couvrir les frais d'entretien de leurs troupes en Pologne, les Allemands ont eu recours à des émissions de papier. La contre-valeur exacte, en marks allemands, des marks polonais émis par la Caisse de prêts était déposée à la Reichsbank, à Berlin. Dès les premiers pourparlers, les Allemands proposèrent de rembourser les 860 millions de marks polonais qu'ils avaient émis, au moyen des 860 millions de marks allemands qu'ils avaient déposés en garantie à la Reichsbank.

Les Polonais hésitèrent avant d'accepter cette offre. Ils soutenaient, en effet, la thèse suivante : les Allemands, en émettant des marks polonais, ont pratiquement effectué un emprunt forcé à la circulation : or, il ne serait pas équitable qu'ils se libèrent en substituant au papier qu'ils ont émis leur propre papier, qui a subi une dépréciation considérable (1) ; en fait, ce ne serait pas là rembourser l'emprunt fait à la circulation, mais lui substituer un nouvel emprunt. Les Polonais s'estimaient fondés à réclamer une somme en marks environ double de celle qui leur était proposée. Il semble difficile de dénier toute valeur à leur argumentation. Mais, somme toute, ils se trouvaient dans une situation analogue à celle de créanciers qui, ayant contracté à une date où la monnaie était près du pair, sont remboursés en monnaie très dépréciée.

(1) La valeur du mark allemand n'a cessé de diminuer depuis le mois de juillet 1918.

Les Polonais n'ont d'ailleurs pas tardé à accepter l'offre allemande. Dans la période difficile qu'ils traversaient, on s'explique fort bien cette acceptation. 860 millions de marks allemands pouvaient leur permettre des achats importants des produits qui leur étaient le plus indispensables. Il est clair que si la capacité d'achat de ces 860 millions de marks allemands avait été, en 1919, équivalente à la capacité d'achat des marks polonais lors de leur émission, les Polonais n'auraient rien perdu à l'opération ; mais précisément, avec la baisse du mark allemand, les prix en cette monnaie avaient sensiblement augmenté.

Au reste, ces 860 millions de marks allemands servaient à gager les 860 millions de marks polonais émis par la Caisse de prêts. Le gouvernement polonais ne devait donc pas disposer des premiers sans avoir retiré les seconds de la circulation, sous peine de les voir tomber à une valeur à peu près nulle.

En réalité, ce remboursement par les Allemands des marks polonais émis au cours de leur occupation, ne constitue pas une réforme monétaire. On ne pouvait cependant passer sous silence une opération qui eut des répercussions importantes sur la circulation.

M. Karpinski, le successeur de M. Englich, au portefeuille des finances, voulut, lui aussi, procéder à une grande réforme monétaire ; dès le 6 juin, il soumettait à la Diète polonaise un vaste projet qui prévoyait la

(1) M. Karpinski était directeur de la caisse nationale de prêts.

création d'une nouvelle unité monétaire, le zloty ; les couronnes, les roubles et les marks devaient être échangés, à un taux à déterminer, contre des zloty. Ce projet, que nous avons l'intention d'exposer en détail dans un chapitre suivant, fut très vivement attaqué par les autres ministères et par les banques, et son auteur dut y renoncer. On estima qu'il valait mieux suivre une méthode moins brusque, faire du mark polonais l'unité monétaire provisoire et n'éliminer que successivement de la circulation les marks allemands, les roubles et les couronnes austro-hongroises (1).

Nous étudierons successivement, dans ce chapitre, la suppression de l'usage du mark allemand, l'estampillage et l'échange des couronnes austro-hongroises, la suppression de l'usage du rouble.

Notons que M. Karpinski n'était plus ministre des finances, lorsque la première en date de ces réformes fut effectuée. Dès le mois de septembre 1919, il avait été remplacé par M. Bilinski, ancien directeur de la Banque austro-hongroise et ancien ministre des finances d'Autriche-Hongrie. Les Polonais n'avaient pas hésité, malgré son grand âge (plus de 70 ans) et ses fonctions antérieures, à lui confier le portefeuille des finances, en raison de sa réputation de grande compétence en matière monétaire. C'est lui qui avait autrefois réalisé, en Autri-

(1) Les diverses autres monnaies que nous avons énumérées au chapitre précédent, telles que les monnaies ukrainiennes, les ost-marks, ne circulaient pas légalement ; il n'y avait donc pas lieu de s'en préoccuper.

che-Hongrie, la conversion du florin en couronne. M. Bilinski ne se maintint pas longtemps au pouvoir, et les deux dernières réformes furent l'œuvre de M. Grabski, le successeur immédiat de M. Bilinski.

Nous ne donnerons ici que le détail technique des réformes effectuées. Avant de pouvoir porter un jugement sur chacune d'elles, il est, en effet, nécessaire d'avoir une vue d'ensemble de la question. Notamment, il est indispensable de connaître au préalable le mécanisme des émissions (toute réforme à sa répercussion directe sur le montant des billets en circulation), et les dispositions financières du traité de Saint-Germain (certaines mesures ont été prises en exécution des art. 206 et 207 de ce traité).

### **I. — Suppression de l'usage du mark allemand**

Suppression est bien le terme qui convient pour caractériser les mesures prescrites par le décret du gouvernement polonais, en date du 20 novembre 1919.

L'article 1<sup>er</sup> de ce décret dispose que « l'unique instrument de paiement sur le territoire de l'ancienne province prussienne est le mark polonais. Le mark allemand cesse d'être un instrument légal de paiement », et comme conséquence, l'article 3 stipule : « Il est défendu de contracter des engagements et d'effectuer des transactions en marks allemands. »

La clause prévue à l'article 2 était la plus grave. Elle

donna d'ailleurs lieu aux protestations les plus violentes : « Tous engagements contractés en marks allemands doivent être réglés en marks polonais pour le même montant nominal. » Rien n'eût été plus normal si les deux monnaies, qui avaient la même valeur nominale, avaient eu la même valeur réelle. Mais, au 20 novembre 1919, le mark polonais, à la suite des émissions successives qui en avaient été faites, était déjà sérieusement déprécié par rapport au mark allemand. Le change était alors d'environ 65 0/0, c'est-à-dire que pour 65 Mk allemands environ, on avait 100 Mk polonais. La mesure était favorable aux débiteurs, mais, à l'inverse, lésait gravement tous les créanciers.

Les articles 4 et 5 visent les débiteurs qui ont à régler des engagements hors des frontières de l'Etat polonais. En attendant un règlement ultérieur de la question, on doit surseoir à toutes suites judiciaires motivées par la non-exécution à leur terme des engagements ; d'autre part, lorsque le créancier a déjà obtenu un titre d'exécution, le débiteur peut exiger que les suites judiciaires attachées à la non-exécution du terme soient annulées. »

L'article 6 prévoit les sanctions les plus sévères contre toute infraction ou tentative d'infraction à la loi.

Enfin, l'article 7 stipule que la loi est obligatoire dans l'ancienne province prussienne et que, sur les territoires qui ne sont pas encore soumis au gouvernement polonais, elle entrera en vigueur au moment de l'occupation de ces territoires par les autorités polonaises.

Ce décret a soulevé les plus vives critiques. Au lendemain de sa promulgation, la presse fit entendre ses récriminations : on voyait sur les journaux des titres comme celui-ci : « Un procédé de violence pour relever la valuta polonaise. »

En fait, on peut reconnaître la violence du procédé employé ; mais la réforme ne devait pas avoir pour résultat nécessaire une hausse du mark polonais, car la quantité de marks polonais en circulation n'était pas réduite. Si l'on examine les différents bilans publiés par la Caisse de prêts polonaise, aux mois de novembre et décembre, il n'apparaît pas que le décret du 20 novembre ait eu une répercussion quelconque sur le montant de la circulation.

Aucune hausse de la valuta polonaise ne s'est produite.

## II. — Estampillage et échange des couronnes austro-hongroises

« Il n'existe, disait M. Grabski, au lendemain de son arrivée au pouvoir, qu'une seule monnaie que le ministre des finances peut favoriser, celle du mark polonais, qui constitue le passage préparatoire à l'unité monétaire définitive, le zloty. »

La conversion des couronnes en marks polonais était une entreprise particulièrement difficile à mener à bonne fin. Le nombre des couronnes en circulation était tout à

fait considérable ; d'autre part, le traité de Saint-Germain imposait aux Etats qui avaient hérité d'un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise, certaines obligations, dans le détail desquelles nous reviendrons au chapitre suivant.

Dès le 27 décembre 1920, deux arrêtés ministériels préparaient en quelque sorte la réforme qui ne devait avoir lieu qu'au mois de mars de l'année suivante.

Le premier de ces décrets fixe le taux d'équivalence des couronnes par rapport au mark polonais pour les règlements avec l'Etat.

Article 1<sup>er</sup>. Pour les paiements effectués par l'Etat, et dans les territoires de l'Etat polonais, où la couronne continue à servir de moyen de paiement légal, la relation suivante est désormais établie entre le mark polonais et la couronne : 100 Kr. pour 70 Mk pol.

L'article 2 donne à l'Etat la faculté d'effectuer tous ses paiements indifféremment en couronnes ou en marks polonais, selon le cours fixé à l'article 1<sup>er</sup>.

L'article 3 prévoit que réciproquement les versements à l'Etat pourront être effectués en couronnes ou en marks, d'après le cours fixé à l'article 1<sup>er</sup>.

Par le deuxième décret, le ministre des finances invite les propriétaires de plus de 10.000 Kr. à déposer les sommes dépassant ce chiffre dans les succursales de la Caisse de prêts de l'Etat polonais ou dans les caisses du Trésor. Pour les sommes ainsi déposées, on délivrera des reçus libellés en couronnes, qui permettront au pro-

priétaire de recevoir, au moment des opérations de conversion des couronnes en marks polonais, une somme correspondante en marks polonais, sur la base du cours de conversion qui sera fixé par la Diète, en ajoutant un intérêt à 5 0/0 l'an, à dater du jour du dépôt de la somme en couronnes.

Des dispositions spéciales sont prévues pour les personnes qui auraient besoin d'un fonds de roulement supérieur à 10.000 Kr.

Les personnes ayant déposé des couronnes pourront, en cas de nécessité, mettre en gage leur reçu dans toutes les succursales de la Caisse de prêts de l'Etat et recevoir un acompte (portant intérêt à 5 0/0) à raison de 70 Mk pour 100 Kr.

Le terme des dépôts est fixé pour Varsovie, Lvov, Lodz et Cracovie au 5 janvier, dans les autres villes au 10 janvier, dans les villages au 15 janvier 1920. Au delà de ces délais, les dépôts de couronnes ne seront pas reçus dans les conditions précitées.

Ces deux arrêtés ministériels étaient intéressants à mentionner, car ils laissaient entrevoir à quel taux se ferait l'échange des couronnes en marks polonais, lors de la réforme projetée. Dès le 27 décembre, on pouvait avoir la certitude que ce taux d'échange ne serait pas inférieur à 70 Mk pol. pour 100 Kr.

Au début de janvier 1920, M. Grabski déposa à la Diète, un projet de loi fixant la valeur légale de la couronne par rapport au mark polonais.

Le ministre des finances désirait surtout, par là, faire disparaître le danger d'un afflux de couronnes autrichiennes provoqué par des manœuvres spéculatives, qui avaient réussi à donner à cette monnaie en Pologne un taux d'échange supérieur à celui des Bourses étrangères. A la séance du 8 janvier 1920, il dénonçait ces manœuvres : « Le mark polonais se déprécie par rapport à la couronne beaucoup plus qu'à l'étranger ; l'afflux de la couronne en est la cause et cet afflux lui-même est dû au fait que la Caisse nationale de prêts accumulait une énorme quantité de couronnes. Du milieu d'octobre au milieu de décembre, il en a été acheté à Varsovie pour un demi milliard. (Cris : « Scandale, Bilinski en jugement. ») L'objet du projet déposé est de couper court à une spéculation scandaleuse. »

Mais le taux proposé par M. Grabski de 70 Mk pol. pour 100 Kr., souleva des protestations indignées dans toute la Galicie, suivies de menaces de grèves de fonctionnaires et de désordres. Les députés galiciens réclamèrent que le taux d'échange soit fixé à 85 Mk pour 100 Kr.

Un échange très vif de discours eut lieu à la Diète, où la situation du ministre parut un instant menacée.

Cependant, grâce à l'attitude conciliante de quelques députés galiciens et au soutien prêté au gouvernement par la fraction posnanienne, le projet ministériel fut adopté dans son ensemble.

On peut dire que la plus grosse difficulté venait d'être

surmontée et que, dès lors, seules des questions de détail étaient de nature à retarder la réalisation de la réforme projetée. Le 27 février, M. Grabski faisait à la Diète la déclaration suivante : « Le cours forcé entre la couronne et le mark établi, il a fallu préparer le mécanisme d'échange. Les billets de banque nécessaires à cet échange sont déjà préparés... La Diète sera saisie d'une proposition, pour qu'elle puisse donner une forme juridique à l'opération, avant que tout le mécanisme d'échange ne soit mis en mouvement ; je ne présenterai mon projet de loi d'échange des couronnes contre les marks que lorsque tout sera prêt, pour ne pas provoquer une fièvre de spéculation, qui voudrait exploiter la situation. »

L'échange des couronnes, en nécessitant des émissions nouvelles de marks polonais, devait avoir une répercussion importante sur le montant de la circulation. M. Grabski fut donc dans l'obligation de présenter en même temps à la Diète deux projets de loi — le premier sur la réforme elle-même, le deuxième autorisant des émissions nouvelles de marks par la Caisse de prêts. C'est à la fin de mars que ces deux projets de loi furent déposés.

L'exposé des motifs s'applique aux deux lois.

En voici les passages essentiels : « Après l'établissement du rapport officiel entre la couronne et le mark, il reste la question de l'échange des couronnes en circulation contre des marks polonais.

Si, pour des motifs techniques, il sera impossible d'exécuter l'échange complètement, on aura recours en partie à l'estampillage des couronnes, avec la promesse que l'échange des couronnes estampillées en marks aura lieu dans l'avenir le plus proche...

Il est indispensable d'entreprendre, le plus vite possible, l'échange ou l'estampillage des couronnes, à cause de la nécessité de réagir contre la spéculation, qui apportera des couronnes de l'étranger sur le territoire de la Pologne, pour les échanger avantageusement en marks polonais.....

Le traité de Saint-Germain impose aux Etats qui ont pris la succession de l'Autriche, le devoir d'échanger et d'estampiller les couronnes émises par la Banque austro-hongroise avant le 27 octobre 1918... Par suite du fait que le traité introduit une certaine différence entre les couronnes qui se trouvent dans l'ancienne province autrichienne et les couronnes de l'ancienne occupation autrichienne, on adoptera pour ces dernières une estampille possédant un dessin différent.

Dans le but de procéder à l'échange des couronnes, le gouvernement devra être autorisé à l'émission d'une quantité suffisante de marks polonais. Cette émission ne contribuera pas à augmenter le nombre des billets en circulation dans le pays, car elle servira uniquement à remplacer les banknotes en circulation. (1) ».

(1) Cette dernière affirmation était inexacte.

Le ministre des finances avait demandé le vote d'urgence des deux projets de loi.

Ils ont été votés en bloc et à l'unanimité, à la séance de la Diète du 24 mars.

A. — *Loi concernant l'estampillage et l'échange des billets émis par la Banque austro-hongroise.*

Il serait presque nécessaire de reproduire ici le texte complet de cette loi. Elle est malheureusement fort longue. Nous nous contenterons donc d'en donner le résumé.

Les trois premiers articles sont à citer presque intégralement.

Article premier. — Les banquenotes émis par la Banque austro-hongroise, jusqu'au 27 octobre 1918, sont soumis à l'échange, sur le territoire de l'ancienne occupation et de la conquête austro-hongroise, en marks polonais, suivant le cours de 70 Mk pol. pour 100 Kr., ou à l'estampillage avec l'inscription « Rzeesposp polska » (République Polonaise).

(Nous avons vu, d'après l'exposé des motifs que l'on prévoit deux modèles d'estampille, suivant qu'il s'agit des couronnes circulant dans l'ancienne province autrichienne, ou des couronnes de l'occupation, conformément au paragraphe 2 de l'Annexe de l'article 206 du traité de Saint-Germain.)

Art. 2. — Après l'écoulement des termes fixés pour l'échange et l'estampillage, les banquenotes de la Banque austro-hongroise, non munis de l'estampille polonaise, cessent d'être un moyen de paiement et tous les paiements en couronnes doivent être effectués avec des couronnes estampillées polonaises ou en marks polonais, suivant le cours de 70 pour 100. Par contre, on ne peut exiger un paiement en couronnes non estampillées et il est défendu de contracter des engagements en couronnes non estampillées. Les engagements contraires à ces dispositions sont entachés de nullité.

Art. 3. — Les opérations d'achat et de vente de couronnes non estampillées sont autorisées au même titre que des achats et des ventes de monnaies étrangères.

Art. 4. — Les délais d'échange et d'estampillage seront fixés ultérieurement par le ministre des finances.

L'article 5 concerne les institutions qui seront chargées de l'échange et de l'estampillage.

Art. 6. — Pendant la durée de l'échange et de l'estampillage, le ministre des finances peut suspendre le fond d'accepter de quiconque des couronnes, en vue de les territoires énumérés à l'article premier. Il peut également décider la fermeture des frontières.

L'article 7 a surtout pour but d'éviter les fraudes :

Il défend de présenter pour l'échange ou l'estampillage des couronnes apportées dans ce but de l'étranger, d'accepter de quiconque des couronnes en vue de les présenter pour l'échange ou l'estampillage comme sa

propriété. La même personne ne peut présenter à plusieurs reprises des couronnes, en vue de leur échange ou de leur estampillage.

Art. 8. — Une personne ne peut demander un paiement immédiat en argent comptant de plus 10.000 Kr. estampillées ou de 7.000 Mk. Pour l'excédent présenté, des reçus individuels seront délivrés, donnant droit à remboursement dans le terme qui sera fixé par le ministre des finances.

Art. 9. — Les reçus de dépôt seront acceptés en libération de souscriptions aux emprunts intérieurs de l'Etat 1920, à condition que le montant de la souscription ne soit pas inférieur au montant du reçu.

L'article 10 prévoit que le montant des reçus délivrés pourra être touché immédiatement, si leur propriétaire peut prouver qu'il a un besoin indispensable d'argent comptant, notamment pour assurer la marche d'une entreprise.

Art. 11. — Les institutions de crédit ont le droit d'obtenir immédiatement en couronnes estampillées ou en marks polonais le montant des sommes présentées, jusqu'à concurrence du montant du solde de leur livre de caisse le 1<sup>er</sup> mars 1920 ; cette limitation pouvant d'ailleurs être levée par autorisation spéciale du ministre des finances.

Art. 12. — Les personnes qui ont contracté des dettes avant la mise en vigueur de la présente loi peuvent, jusqu'à concurrence de la somme inscrite sur leur reçu,

attendre pour s'acquitter, que cette somme leur ait été versée. L'article 12 n'est cependant pas opposable à certains créanciers qui se trouvent, en quelque sorte, privilégiés (restitution de dépôts par les établissements de crédit jusqu'à 5.000 Kr. par mois pour chaque dépôt — dettes résultant de contrats de travail, de baux et loyers, de rentes d'assurance).

Le créancier dont la créance a été ajournée inscrira au verso du reçu qui lui aura été présenté par son débiteur, le montant de sa créance, son motif, ses nom, prénoms, adressé (art. 14).

Des pénalités sévères sont prévues en cas d'infraction à la loi : emprisonnement pouvant atteindre six mois et amende pouvant s'élever à 1 million de marks polonais (article 19).

B. — Comme complément indispensable de la loi sur l'échange et l'estampillage des couronnes austro-hongroises, une loi, du même jour, autorise la Caisse de prêts de l'Etat polonais, à émettre des billets marks polonais jusqu'à concurrence de la valeur des couronnes retirées de la circulation sur le territoire de la République polonaise.

Ainsi que le ministre des finances était autorisé à le faire par l'article 6 de la première des deux lois que nous venons d'analyser, les frontières furent fermées pendant la durée des opérations d'estampillage et

d'échange. On voulait éviter par là un afflux de couronnes venant de l'étranger.

Cette mesure était peut-être inutile : étant donné le taux de conversion fixé, il n'y avait pas lieu de redouter beaucoup de fraudes. De fait, sur les 6 à 7 milliards de couronnes environ, qui, d'après les estimations, circulaient au début de 1920 en territoire polonais, environ 4 milliards seulement furent présentés à l'estampillage. Comme il est difficile d'admettre que les trois autres milliards ne comprenaient que des couronnes émises postérieurement au 27 octobre 1918, il faut en conclure que beaucoup de personnes n'avaient pas perdu tout espoir dans l'avenir de la couronne. On peut, tout au moins, en déduire que le mark polonais, à cette date déjà, n'inspirait qu'une confiance très limitée.

### **III. — Interdiction de faire des paiements en roubles.**

#### **Conversion en marks polonais des engagements en roubles.**

Nous avons indiqué, au chapitre précédent, comment le rouble, sans être en droit monnaie légale, servait en fait d'instrument d'échange dans la partie Est de la Pologne et était même accepté par les caisses de l'Etat en paiement des impôts.

C'est au mois de mars que M. Grabski, poursuivant l'œuvre d'unification monétaire à laquelle il s'était attaché, soumit à la Diète un projet de loi en vue d'in-

terdire l'usage du rouble comme moyen de paiement.

Aucun échange ni estampillage n'est prévu. On décidera simplement que le rouble n'est plus un instrument légal de paiement. C'est ce qui avait été fait pour le mark allemand circulant dans les anciennes provinces prussiennes.

Le gouvernement, dans son projet, cherchait à concilier les intérêts de l'Etat et ceux des particuliers.

Les engagements contractés en roubles devaient être convertis en marks polonais, à des cours différents, selon la date à laquelle ils avaient été pris : les engagements contractés avant le 30 juin 1917 étaient convertis au cours de 2 Mk 16 pour 100 Rb.; ceux qui avaient été contractés après le 30 juin 1917 étaient convertis au cours de 140 Mk pour 100 Rb. (c'était approximativement le cours de la Bourse de Varsovie au mois de mars 1920).

Mais les articles 5 à 13 du projet apportaient de nombreuses dérogations à ces dispositions.

D'après l'article 5, le taux de conversion des titres et arrérages de l'emprunt d'Etat 1918, contracté en roubles, devait être fixé par une loi spéciale.

D'après l'article 6, le taux de 2 Mk 16 pour 100 Rb. serait maintenu pour tous les prêts hypothécaires contractés jusqu'à la promulgation de la loi, par les institutions de crédit foncier, ainsi que pour les lettres de gages et obligations émises par elles en roubles.

Les articles 7 et 8 prévoyaient que les roubles seront,

pour les établissements visés à l'article 6, un moyen légal de paiement des coupons échus de leurs obligations ou de remboursement des obligations amorties.

Les articles 9, 10 et 11 maintenaient le taux de 216 % pour toutes les sommes énoncées dans les contrats d'assurances. Le paiement effectif en roubles est même autorisé pour tous les contrats postérieurs au 30 juin 1917, conclus pour une période inférieure à cinq ans.

L'article 12 obligeait l'Etat et les communes à restituer en roubles les dépôts ou cautionnements qu'ils avaient reçus en roubles et dont ils se trouvaient détenteurs.

Dès qu'il fut connu, ce projet souleva de violentes critiques. Tous ceux qui avaient une créance en roubles s'estimaient lésés et déclaraient que les taux de change prévus les acculaient à la ruine, que c'était à raison de 400 Mk pour 100 Rb. qu'il y avait lieu d'effectuer la conversion des engagements contractés en roubles.

Comme il fallait s'y attendre, le projet souleva une forte opposition à la Diète. Il ne fut voté qu'après avoir reçu des amendements nombreux et importants. Tout particulièrement, la Diète s'est refusée à maintenir les deux taux de conversion, selon la date à laquelle les engagements avaient été contractés en roubles. Elle s'est arrêtée au taux uniforme de 216 Mk pour 100 Rb., c'est-à-dire au taux le plus élevé, donnant ainsi, dans une certaine mesure, satisfaction aux réclamations qui s'étaient produites.

Voici le résumé des dispositions qui furent votées le 29 avril 1920.

D'après l'article 1<sup>er</sup> du décret, les roubles russes en billets de banque cessent de servir de moyen légal de paiement sur tout le territoire de la République polonaise.

L'article 2 interdit d'effectuer des paiements ou de contracter des engagements en roubles, et l'article 8 décrète la nullité des contrats passés contrairement à l'interdiction de l'article 2.

Le montant des engagements contractés en roubles et les intérêts y afférents doivent, quel que soit le terme de paiement, être convertis en marks polonais, suivant le cours de 216 Mk pol. pour 100 Rb.

Mais il est prévu des exceptions à ces dispositions.

Les institutions de crédit foncier sont autorisées à effectuer en roubles le paiement des coupons échus de leurs obligations ou de leurs lettres de gage, le paiement des premiers coupons qui viendront à échéance après la mise en vigueur de la loi, ainsi que le remboursement des titres amortis.

Il est, par contre, également permis de payer en roubles les termes échus avant la mise en vigueur de la présente loi, qui reviennent à ces institutions.

Les sommes d'argent en roubles qui constituent un dépôt ou qui sont déposées à titre de cautionnement dans les caisses de l'Etat ou les caisses communales, doivent être restituées en roubles.

Enfin, des sanctions sont prévues, pouvant aller jusqu'à six mois de prison et 500.000 Mk pol. d'amende.

On voit la grande ressemblance des dispositions prises pour le rouble avec celles qui avaient été adoptées pour le mark. Les décrets du 29 avril 1920 et du 20 novembre 1919 suppriment radicalement l'usage de ces deux monnaies. Tous deux établissent un taux fixe de conversion en marks polonais des engagements conclus en roubles ou en marks, taux de conversion favorable aux débiteurs. Le décret du 29 avril 1920 était cependant d'une application plus souple que celui du 20 novembre 1919, puisqu'il prévoyait certaines exceptions et que d'autre part il ne s'appliquait pas au règlement des engagements contractés hors des frontières de l'Etat polonais.

---

### CHAPITRE III

---

#### **Dispositions financières du traité de Saint-Germain intéressant le régime monétaire de la Pologne.**

Dans l'exposé des motifs du projet de loi relatif à l'échange et à l'estampillage des couronnes, dont nous avons fait l'analyse au chapitre précédent, M. Grabski rappelait que le traité de Saint-Germain a imposé à tous les Etats auxquels un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise a été transféré l'obligation d'estampiller les billets de la Banque d'Autriche-Hongrie détenus sur leurs territoires respectifs.

Il est indispensable de consacrer quelques pages à l'étude des dispositions des articles 206 et 207 du traité de Saint-Germain. La connaissance de ces articles expliquera certaines clauses du décret polonais du 24 mars 1920 et facilitera la compréhension des réformes monétaires tchéco-slovaques, roumaines, yougo-slaves, hongroises, qui feront ultérieurement l'objet de quelques développements.

C'est, d'autre part, l'article 206 qui a prévu la liqui-

dation de la Banque d'Autriche-Hongrie, à laquelle la Pologne est directement intéressée.

L'article 206 ne comprend pas moins de quatorze paragraphes et son annexe en compte quatre. Voici les dispositions principales de cet article :

Le paragraphe 1<sup>er</sup> stipule que dans un délai de deux mois à compter de la mise en vigueur du traité, les Etats auxquels un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise a été transféré ou qui sont nés du démembrement de ladite monarchie devront, s'ils ne l'ont déjà fait (1) estampiller les billets de la Banque d'Autriche-Hongrie détenus sur leurs territoires respectifs.

Ces Etats devront, aux termes du paragraphe 2, remplacer dans un délai de douze mois à dater de la mise en vigueur du traité, par leur propre monnaie ou par une monnaie nouvelle, les billets estampillés, comme il a été dit ci-dessus.

Dans un délai de quatorze mois à compter de la mise en vigueur du présent traité, tous les billets de la Banque d'Autriche-Hongrie, qui auront été retirés de la circulation seront remis à la Commission des Réparations.

Les opérations de liquidation de la Banque d'Autriche-Hongrie prendront date du lendemain de la signature du

(1) La Tchéco-Slovaquie n'a pas attendu la signature du traité de Saint-Germain (10 septembre 1919) pour faire estampiller les couronnes circulant sur son territoire.

traité : elles seront effectuées par des Commissaires nommés par la Commission des Réparations.

Dans cette liquidation, les commissaires devront observer les règlements en vigueur relatifs au fonctionnement de la banque. Au cas où des doutes surgiraient au sujet de l'interprétation des règles concernant la liquidation de la banque, le différend sera soumis à la Commission des Réparations, qui nomme un arbitre dont la décision sera sans appel.

Les billets émis par la banque postérieurement au 27 octobre 1918, auront pour unique garantie les titres émis par les gouvernements autrichiens et hongrois anciens ou actuels et déposés à la banque, en couverture de l'émission de ces billets.

Par contre, les porteurs des billets émis par la banque jusqu'au 27 octobre inclus auront des droits égaux sur tout l'actif de la Banque.

L'article 207 est d'importance secondaire ; il donne aux Etats héritiers de l'ancienne monarchie austro-hongroise toute liberté d'action en ce qui concerne la monnaie divisionnaire austro-hongroise circulant sur leurs territoires respectifs.

A combien peut-on évaluer la part de l'actif de la Banque d'Autriche-Hongrie qui doit revenir à la Pologne, à raison des billets qu'elle a retirés de la circulation ?

Il est actuellement encore absolument impossible de rien pronostiquer. Depuis la signature du traité de Saint-

Germain, des difficultés énormes ont surgi relativement à la liquidation de la Banque d'Autriche-Hongrie. Aucune de ces difficultés n'a jusqu'ici été tranchée.

On estime généralement que, lorsque toutes les affaires strictement commerciales auront été réglées, l'actif de la Banque consistera presque uniquement dans son encaisse et dans ses immeubles.

Au 1<sup>er</sup> août 1914, l'encaisse de la Banque s'élevait à 1.238 millions de couronnes (pour une circulation fiduciaire de 2.441 millions de couronnes). Mais la plus grosse partie de cette encaisse a été cédée au cours de la guerre à l'autorité militaire, qui l'a utilisée pour des achats de matériel de guerre à l'étranger. L'encaisse métallique de la Banque d'Autriche-Hongrie n'est actuellement que de 222.000.000 Kr.

Les immeubles, d'autre part, ne sauraient représenter une valeur bien considérable.

C'est l'actif constitué en fait par l'encaisse et les immeubles qui, semble-t-il, devrait, aux termes de l'article 206, être partagé entre les porteurs de billets émis avant le 27 octobre 1918.

Mais l'article 208 du traité a stipulé que « les états auxquels un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise a été transféré ou qui sont nés du démembrement de la dite monarchie acquerront tous biens ou propriétés appartenant au gouvernement autrichien ancien ou actuel et situés sur leur territoire respectif... ces Etats ne pourront toutefois élever aucune prétention sur

les biens et propriétés du gouvernement ancien ou actuel de l'Autriche, situés en dehors de leur territoire respectif ».

La propriété de l'or de la Banque d'Autriche-Hongrie, qui se trouve à Vienne, se trouverait donc transférée à l'Autriche.

D'autre part, l'Autriche fait valoir que le gouvernement austro-hongrois a cédé au cours de la guerre plusieurs centaines de millions d'or pour la stabilisation du change, mais sous réserve de son droit de propriété. Dans les accords sur le change passés avec la Banque, en 1894 et 1899, le gouvernement s'est réservé le droit de réclamer à toute époque les Kr. en or qu'il a cédées, (tant que les paiements en or ne seraient pas repris), contre remise de billets de banque d'un montant égal. L'Autriche se réfère à ces accords pour faire valoir son droit de propriété sur l'encaisse actuelle.

Bien entendu, les États successeurs n'admettent pas ce point de vue et ils réclament une quote-part de l'encaisse-or de la banque en vertu de l'article 206 (1).

Le liquidateur italien et le liquidateur roumain soutiennent de leur côté (le liquidateur américain a, comme on sait, donné sa démission et vient d'être remplacé par un Français, M. de Monès) que la Banque ayant envoyé à l'étranger, au nom du gouvernement austro-hongrois,

(1) La question a été agitée récemment à propos du projet de règlement en florins d'une dette de la Banque d'Autriche-Hongrie vis-à-vis de la banque hollandaise Rumbank.

plus d'or que celui-ci ne lui en a remis pour la stabilisation du change, l'encaisse actuelle doit être reconnue sa propriété.

Il y a donc plusieurs questions de principe à trancher avant que la liquidation ne puisse être effectuée.

Les Autrichiens voudraient que le tribunal de Vienne, compétent d'après les statuts de la Banque, se prononce sur le point de savoir si l'or est, en vertu des accords de 1894 et 1899, propriété du gouvernement autrichien ou de la Banque. Mais il semble que ce serait là plutôt le rôle d'un tribunal arbitral.

En tout cas, une interprétation authentique de l'article 206 s'impose. Il conviendrait, en effet, que soient fixés définitivement le mode de liquidation de la Banque et la manière dont seront traités les créanciers étrangers, les créanciers nationaux et les actionnaires.

La *Neue Zürcher Zeitung*, dans son numéro du 6 mars 1921, faisait les remarques suivantes, qui ne sont pas dénuées de fondement : « On voit chaque jour davantage que les stipulations du traité de paix concernant la Banque d'Autriche-Hongrie sont très embrouillées et en partie inexécutables... La situation réelle était complètement inconnue aux auteurs de l'article 206... Il semble qu'ils n'aient pas su que la Banque d'Autriche-Hongrie était une banque par actions... Il faut aussi vite que possible apporter un correctif au traité de paix, en ce qui concerne la Banque d'Autriche-Hongrie ».

Quelles que soient les solutions qui doivent être adop-

tées, retenons que les sommes qui seront attribuées à la Pologne, à raison des 4 milliards environ de couronnes qui se trouvaient sur son territoire et qu'elle a retirées de la circulation, seront certainement très minimes et ne sauraient constituer qu'un bien faible gage aux 3 milliards de marks polonais environ qui ont dû être émis pour permettre l'échange des couronnes.

---

## CHAPITRE IV.

---

### **Banque d'émission polonaise**

Avant d'entreprendre aucune réforme monétaire, il semble que le gouvernement polonais aurait dû se préoccuper de la création d'une banque d'émission. A l'heure actuelle, cet organisme n'existe pas encore à proprement parler.

On peut se demander si la Conférence internationale de Bruxelles ne pensait pas spécialement à la Pologne lorsqu'elle insérait dans les recommandations qui ont coodifié l'ensemble de ses travaux « la Conférence est d'avis que, dans les pays où il n'existe pas de Banque centrale d'émission, il devrait en être créé une ».

Au mois d'août 1919, un vaste projet de création de Banque d'émission avait été élaboré : la nouvelle Banque aurait été chargée de l'émission du zloty. Mais on sait déjà que la création de cette monnaie fut ajournée et qu'il fut décidé que l'unification monétaire se ferait provisoirement sur la base du mark polonais.

La banque qui avait assuré les émissions de marks polonais faites par l'occupant allemand, puis par le

gouvernement provisoire, a continué jusqu'ici à servir de banque d'émission à la Pologne.

C'est en décembre 1916 que le gouvernement allemand de Varsovie décida la création d'une banque polonaise dotée du privilège d'émission des marks polonais.

Cette banque fut ouverte en 1917 sous le titre de Caisse Nationale de prêts « Polska Krajowa Kasa Pożyczkowa ». Elle reçut le droit d'émettre pour 1 milliard de marks polonais. Ses opérations étaient contrôlées par le gouvernement de Varsovie et la contre-valeur en marks allemands des billets émis était déposée à la Reichsbank à Berlin. Nous avons indiqué plus haut que le montant total des émissions faites par la Caisse de prêts jusqu'au 11 novembre 1918, s'est élevé à 880.150.000 Mk pol.

Après l'armistice, le gouvernement polonais tira la plus grande partie de ses ressources de nouvelles émissions de papier, que la Caisse Nationale de prêts fut chargée d'effectuer.

Jusqu'au mois de février 1920, à peu près toutes les émissions furent faites en vertu de simples décisions ministérielles.

Au mois de janvier 1920, des protestations s'élèvent contre les émissions faites sans l'assentiment préalable de la diète. « Jusqu'ici, remarquait l'organe socialiste *Robotnik*, les émissions de marks polonais ont été faites de la Diète. « Jusqu'ici, remarquait l'organe socialiste

Conseil des Ministres. Le seul vote connu du Parlement au sujet d'une émission de billets nouveaux donnait une autorisation pour 1.500.000.000 Mk. Or, depuis cette date, on estime que cinq milliards de marks de billets nouveaux ont été lancés sur le marché ».

Le ministre des finances renonça à augmenter le montant de la circulation sans être couvert par un vote de la Diète. Le 13 février, une loi a homologué toutes les émissions déjà faites et fixé à 11 milliards de marks le maximum des émissions.

On peut s'étonner sans doute que pendant près d'un an, la Diète n'ait pas été appelée à se prononcer sur une matière aussi grave. Il ne semble pas d'ailleurs que le montant total des émissions eût été moindre si elle avait été sollicitée d'autoriser chaque émission nouvelle. Elle ne fit, en effet, aucune difficulté par la suite pour voter tous les accroissements qui lui étaient demandés.

C'est ainsi que le 27 mars elle autorise des émissions de marks destinées à permettre le rachat des couronnes austro-hongroises (voir chapitre 2).

Une loi du 30 avril 1920 a relevé le chiffre maximum des émissions de 11 à 16 milliards de marks.

Depuis, le montant de la circulation a triplé.

Voici les chiffres que nous avons pu nous procurer concernant les émissions de marks polonais faites par la Caisse de prêts :

*Montant total de la circulation en marks polonais*

|                        |                |
|------------------------|----------------|
| 11 Novembre 1918 ..... | 880.150.000    |
| Décembre 1919 .....    | 1.021.713.000  |
| Janvier 1919 .....     | 1.108.105.000  |
| Février 1919 .....     | 1.160.778.000  |
| Mars 1919 .....        | 1.215.869.000  |
| Avril 1919 .....       | 1.346.647.000  |
| Mai 1919 .....         | 1.571.003.000  |
| Juin 1919 .....        | 1.776.365.000  |
| Juillet 1919 .....     | 2.088.833.000  |
| Août 1919 .....        | 2.469.120.000  |
| Septembre 1919 .....   | 2.965.454.000  |
| Octobre 1919 .....     | 3.720.390.000  |
| Novembre 1919 .....    | 4.241.001.000  |
| Décembre 1919 .....    | 5.267.041.000  |
| Janvier 1920 .....     | 6.720.612.000  |
| Février 1920 .....     | 8.185.902.000  |
| Mars 1920 .....        | 10.692.926.000 |
| Avril 1920 .....       | 11.854.824.000 |
| Mai 1920 .....         | 16.925.835.000 |
| .....                  |                |
| 10 Juillet 1920 .....  | 23.500.000.000 |
| .....                  |                |
| Février 1921 .....     | 49.000.000.000 |
| Mars 1921 .....        | 55.000.000.000 |

L'augmentation brusque de 11 milliards à 16 milliards qui s'est produite aux mois d'avril et mai 1920 est impossible à expliquer par l'échange seul des couronnes.

En effet, sur plus de 6 milliards de couronnes qui étaient en circulation au mois de mai 1920, 4 milliards environ furent présentés à l'estampillage. En admettant même que toutes les couronnes présentées aient été immédiatement échangées, le nombre de marks mis en circulation de ce fait n'aurait pas dû être supérieur à 3 milliards.

Toutes les émissions faites depuis le mois de novembre 1919 n'avaient malheureusement aucune garantie. C'est le régime de la planche à monnaie qui n'a cessé de fonctionner. On peut donc s'expliquer la baisse du mark polonais. Il est intéressant de donner comme contre-partie en quelque sorte du tableau relatant les émissions de marks polonais les différents cours de cette monnaie depuis le 11 novembre 1919.

Le mark polonais n'étant pas coté à Paris, nous avons pris la moyenne mensuelle des cours de Varsovie (1).

|                    |     |                      |
|--------------------|-----|----------------------|
| Janvier 1919.....  | 175 | Mk pol. pour 100 fr. |
| Février 1919 ..... | 176 | — —                  |
| Mars 1919 .....    | 211 | — —                  |
| Avril 1919 .....   | 215 | — —                  |

(1) Il convient d'ailleurs de remarquer que les opérations de change étant réglementées en Pologne, les cours officiels de la bourse de Varsovie présentent toujours une part d'artificiel et les devises étrangères y sont cotées pour une valeur inférieure à leur valeur réelle.

|                      |       |                      |   |
|----------------------|-------|----------------------|---|
| Mai 1919 .....       | 250   | Mk pol. pour 100 fr. |   |
| Juin 1919 .....      | 256   | —                    | — |
| Juillet 1919 .....   | 280   | —                    | — |
| Août 1919 .....      | 311   | —                    | — |
| Septembre 1919 ..... | 404   | —                    | — |
| Octobre 1919 .....   | 426   | —                    | — |
| Novembre 1919 .....  | 609   | —                    | — |
| Décembre 1919 .....  | 1.015 | —                    | — |
| Janvier 1920 .....   | 1.210 | —                    | — |
| Février 1920 .....   | 1.119 | —                    | — |
| Mars 1920 .....      | 1.350 | —                    | — |
| Avril 1920 .....     | 1.180 | —                    | — |
| Mai 1920 .....       | 1.425 | —                    | — |
| Juin 1920 .....      | 1.390 | —                    | — |
| Juillet 1920 .....   | 1.550 | —                    | — |
| Août 1920 .....      | 1.625 | —                    | — |
| Septembre 1920 ..... | 1.750 | —                    | — |
| Octobre 1920 .....   | 1.850 | —                    | — |
| Novembre 1920 .....  | 2.600 | —                    | — |
| Décembre 1920 .....  | 3.520 | —                    | — |
| Janvier 1921 .....   | 5.450 | —                    | — |
| Février 1921 .....   | 5.900 | —                    | — |
| Mars 1921 .....      | 6.400 | —                    | — |
| Avril 1921 .....     | 5.500 | —                    | — |

Comment les marks polonais en circulation ont-ils été garantis ?

Du temps de l'occupation allemande, nous l'avons vu,

tous les billets émis par la Caisse Nationale des Prêts eurent pour couverture leur contre-valeur en Reichsmarks à Berlin.

Lorsque les Polonais obtinrent de l'Allemagne un versement de 850.000.000 de Mk en remboursement de l'emprunt forcé que les troupes allemandes avaient fait à la circulation, il était indispensable que cette somme fût conservée intacte, pour servir de gage aux marks polonais qui continuaient à circuler.

De plus, il fallait de toute nécessité, si l'on voulait éviter que la valeur du mark polonais ne s'avilisse complètement, qu'au fur et à mesure des émissions, de nouvelles garanties soient fournies à la Caisse de prêts.

Les ministres des Finances ont essayé de constituer une encaisse métallique. Il y avait, en effet, en Pologne, dans les villages notamment, des quantités d'or et d'argent assez importantes. On fit une propagande active pour obtenir aux emprunts des versements de numéraire. On rachetait toutes les pièces de métal que les particuliers voulaient bien présenter. Mais l'appel de l'Etat ne fut pas entendu, les particuliers préférant garder leur or que de le donner en échange de billets, qu'ils savaient ne représenter aucune valeur et dont les cours avaient été se dépréciant continuellement (1).

Les Allemands d'autre part, avaient organisé toute une campagne secrète pour racheter l'or aux Polonais.

(1) Au mois de janvier 1920, l'encaisse or ne dépassait pas 6 millions de marks.

A titre d'indication, notons qu'au début de 1920, le gouvernement polonais rachetait, par l'intermédiaire de la Caisse de prêts les métaux précieux sur les bases suivantes :

1 kilogramme d'or=12.000 marks polonais.

1 kilogramme d'argent=400 marks polonais.

Or :

|                               |       |         |
|-------------------------------|-------|---------|
| Pièce de 10 Reichsmarks ..... | 43    | Mk pol. |
| Pièce de 10 Rb.....           | 92.88 | —       |
| Pièce de 10 fr. ....          | 34.80 | —       |
| Pièce de 10 Kr. ....          | 36.57 | —       |

Argent :

|                              |      |         |
|------------------------------|------|---------|
| Pièce de 5 Reichsmarks ..... | 10   | Mk pol. |
| Pièce de 5 Rb .....          | 7.20 | —       |
| Pièce de 5 fr. ....          | 9    | —       |
| Pièce de 5 Kr. ....          | 3.34 | —       |

Nous avons indiqué au chapitre précédent que la Pologne ne saurait fonder d'espoir sur la liquidation de la Banque d'Autriche-Hongrie ; la part d'actif qui lui sera attribuée ne représentera pas même la valeur au mois d'avril 1920 des couronnes retirées de la circulation. Les marks émis pour permettre l'échange des couronnes ne se trouvent donc que très imparfaitement gagés.

Signalons que le traité de Riga, signé le 18 mars 1921 entre la Russie et l'Ukraine soviétiste d'une part et la

Pologne d'autre part (1) prévoit dans son article XIII : « A titre de part sur le fonds de réserve de la Banque d'Etat de l'ancien Empire russe, la Pologne recevra, dans un délai minimum d'un an, une somme de trente millions de roubles en or ou lingots ». Cet article ne fut inséré dans le texte du traité qu'à la suite de longues discussions au cours desquelles les délégués bolchevistes déclarèrent à plusieurs reprises n'avoir pas de métal à leur disposition et ne pouvoir donner qu'un équivalent sous forme de produits ou de concessions. Il faut donc s'attendre à ce que la Pologne ne reçoive pas beaucoup de l'or promis.

Au début de l'année 1920, le gouvernement polonais émit sur le marché américain un grand emprunt (qui s'adressait d'une façon spéciale à la colonie polonaise d'Amérique). Le produit de l'emprunt devait, en principe, servir à gager l'émission d'une nouvelle monnaie. Cet emprunt ne donna pas les résultats qu'on en avait espérés, et les fonds souscrits furent détournés de leur destination primitive, principalement pour faire face aux dépenses nécessitées par la guerre contre les soviets.

A la séance de la Diète du 27 février 1920, M. Grabski parlant de la baisse du mark polonais recherchait quel gage pourrait être donné à de nouvelles émissions; il

(1) Ce traité ne doit entrer en vigueur qu'après ratification, et aux termes de l'art. 25, cette ratification doit avoir lieu dans un délai de 45 jours, à dater de sa signature.

affirmait d'autre part, qu'il était impossible pour le présent de créer une banque d'émission. Voici le résumé de ses déclarations à ce sujet :

« L'émission continuée de la monnaie-papier constitue une des principales causes de la dépréciation de notre mark. Nous pourrions arrêter l'émission des billets de banque lorsque nous couvrirons notre budget ordinaire par l'impôt et les dépenses extraordinaires par l'emprunt intérieur. Mais l'émission excessive du papier-monnaie n'est pas la seule cause de sa dépréciation. Avant que nous ne soyions les maîtres de l'équilibre budgétaire, d'une part, de l'importation et de l'exportation, d'autre part, toute réforme monétaire serait bâtie sur le sable. Quelle garantie pourrions-nous donner au zloty ? Il existe deux points de vue : le premier voudrait qu'on le garantisse par une réserve d'or : mais il est impossible de le faire non seulement en Pologne, mais aussi dans tout autre pays. L'autre veut comme garantie la capacité de paiement en général de la Pologne, ses richesses naturelles, ses ressources. Cette deuxième garantie est trop floue et on n'y ajoute que peu de foi quand il s'agit d'un Etat étranger. Si nous intensifions notre exportation, la monnaie polonaise pourra être garantie par ce qui est apprécié dans le monde au même titre que l'or, par les marchandises. L'intensification des exportations permettrait la création d'une banque d'émission qui est un des points de mon programme ».

La plupart de ces observations sont fort justes, mais

il semble que l'on doive attribuer plus de valeur que ne le fait M. Grabski à une garantie telle que le domaine national d'un Etat, surtout lorsque ce domaine est aussi important que celui de l'Etat polonais.

Si les premières émissions de marks polonais faites par le gouvernement provisoire avaient été garanties par tout ou partie de ce domaine, il est hors de doute que l'avilissement du mark aurait été moins rapide et moins considérable.

Il nous a paru intéressant de donner ici le résumé du projet de création de banque d'émission, auquel nous avons fait allusion au début même de ce chapitre. Ce projet est intimement lié à la création d'une nouvelle monnaie polonaise toujours envisagée. Il n'est pas impossible qu'il n'inspire dans la suite de nouveaux projets.

Les six premiers articles indiquent le but de la « Banque de Pologne » ses droits et privilèges. Elle doit maintenir la stabilité du change, régler sur le territoire entier de l'Etat la circulation monétaire et alimenter avec des capitaux la vie économique du pays ; elle a le privilège d'émission des billets de banque ; elle est exempte d'impôts.

L'article 7 fixe à 100 millions de zlotys le capital de la banque. Il est constitué par des dons offerts pour le Trésor National, par les immeubles et biens de l'ancienne Banque de l'Etat russe situés sur le territoire de l'Etat polonais après sa liquidation, par les arrérages

résultant de la liquidation de la Banque Austro-Hongroise, par les sommes dûes par la Reichsbank (1) et par la moitié des bénéfices nets de la Banque elle-même.

Le capital de réserve est formé par des sommes retranchées chaque année du bénéfice net de la Banque.

La direction de la Banque est confiée à un directeur général et à deux sous-directeurs nommés par le chef de l'Etat, sur proposition du Conseil des Ministres. Le Conseil d'administration est formé de 15 membres nommés de la même façon que les directeurs : il a, entre autres attributions, le pouvoir de décider de tous les projets concernant l'émission des billets de banque.

Les fonctions de la Banque sont très nombreuses et variées.

Elle émet des billets de banque. Ces billets sont garantis par tout son actif et doivent être couverts par des métaux précieux, des lettres de change, des créances sur le Trésor.

Elle est la Caisse centrale de toutes les institutions de l'Etat ; elle fait des paiements pour le compte du Trésor et reçoit les sommes dûes au Trésor.

Elle fonctionne, en outre, comme Caisse des Dépôts et Consignations.

Elle peut faire des prêts au Trésor jusqu'à concur-

(1) La Reichsbank n'avait pas encore versé les 850.000.000 de marks allemands déposés chez elle, en couverture de marks polonais émis par la caisse des prêts.

rence de 3 milliards de zlotys, en échange d'engagements , à 6 mois au maximum.

Elle peut prêter au commerce jusqu'à concurrence de 100 millions de zlotys.

Elle escompte les effets ayant au moins deux signatures et à 4 mois au plus.

Elle prête à moins de 6 mois sur engagements d'or, d'argent, de marchandises, de titres.

Tous les dix jours, le bilan de la Banque est publié au journal officiel.

Elle reprend les succursales de la Banque Austro-Hongroise et de la Reichsbank qui se trouvent en territoire polonais.

Lorsque le capital aura atteint 100 millions de zlotys, la partie du bénéfice net qui ne sera pas affectée au capital de réserve sera versée au Trésor.

On voit l'immensité de l'organisme projeté. Pour en avoir une idée, il suffit de supposer réunies la Banque de France, la Caisse Centrale et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Il est à remarquer que le montant de l'encaisse n'est pas nettement indiqué et qu'aucune limite n'est fixée pour l'émission des billets. Il serait indispensable qu'une proportion soit fixée entre le montant de l'encaisse et le nombre de billets émis.

D'autre part, ce projet ne mettait-il pas la Banque d'émission sous la dépendance trop directe de l'Etat ? Ce dernier n'aurait-il pas eu la tentation, dans les pé-

riodes difficiles, de recourir trop souvent à des avances entraînant de nouvelles émissions. M. Robineau, dans le dernier rapport annuel de la Banque de France, était très catégorique : « Pour que l'on puisse contracter en toute sécurité en francs, à long comme à court terme, il faut que la valeur du franc soit résolument soustraite à l'influence de l'Etat ».

C'est avec anxiété que beaucoup se demandent comment la Pologne pourra sortir d'une situation monétaire qui, si elle ne s'améliorait, pourrait engendrer les pires conséquences.

Il semble que la solution du problème réside en partie dans la création d'une banque d'émission dont les statuts seraient de nature à inspirer confiance et dont les émissions, mises à l'abri des besoins de l'Etat seraient solidement garanties.

---

## CHAPITRE V

---

### **Conséquences des réformes monétaires effectuées en Pologne.**

Toute réforme monétaire est susceptible d'avoir des répercussions graves dans des domaines très différents.

Nous étudierons les conséquences des réformes effectuées en Pologne en nous plaçant successivement au point de vue économique, au point de vue politique et au point de vue social.

Les réformés, qui se traduisent par une augmentation du montant de la circulation, ont une influence incontestable sur les prix. Nous avons vu que l'échange des couronnes austro-hongroises a nécessité des émissions considérables de marks polonais, que la valeur des couronnes retirées ne saurait gager (1). La réforme monétaire du mois de mars 1920 a donc été certainement une cause de hausse du prix de la vie en Pologne.

Il serait hors du sujet de rappeler ici toutes les controverses, qui ont eu lieu ces derniers temps, relative-

(1) La Pologne ne saurait fonder de grandes espérances sur la liquidation de la banque d'Autriche-Hongrie, et les sommes qui lui seront attribuées, à raison des couronnes estampillées seront très faibles.

ment à l'influence de l'inflation sur les prix. D'ailleurs, on n'est pas encore tombé d'accord sur le point de savoir si l'inflation fiduciaire a été la cause de la hausse des prix ou si, au contraire, elle n'en a été que la conséquence.

D'autre part, certains économistes estiment que le retour à une circulation normale aurait pour effet immédiat une baisse de toutes choses (1) tandis que d'autres, à l'inverse (comme M. Gide, en particulier), pensent que la réduction du montant de la circulation n'exercerait pas une grande action sur les prix.

Quoi qu'il en soit, personne ne peut songer à nier complètement l'influence de l'inflation monétaire sur les prix. Les défenseurs de la théorie quantitative de la monnaie trouvent un appui sérieux dans les constatations qui peuvent être faites en Pologne. Ici, en effet, on peut remarquer nettement que plus le mark polonais s'est déprécié plus les prix ont augmenté.

Pour mesurer la dépréciation d'une monnaie, le moyen le plus simple est de la comparer aux autres monnaies. Sans vouloir en tirer comme conséquence, qu'il y a nécessairement une corrélation intime entre la dépréciation du change et la hausse des prix, on peut néanmoins remarquer qu'en Pologne les prix ont augmenté dans une mesure inverse de la dépréciation du change.)

Les mois derniers, à Varsovie, les vêtements sur inc-

(1) Georges Valois : « La monnaie saine tuera la vie chère ».

sure coûtaient plus de 20.000 Mk, un repas moyen revenait à 400 Mk, la livre de pain se payait 30 Mk. Au mois d'août 1920, les *index number* accusaient déjà un renchérissement de 4.000 % sur les prix d'avant-guerre. Comme dans tous les pays qui ont eu recours à des émissions exagérées de billets, on a vu s'établir un véritable cercle vicieux : l'augmentation de la circulation a entraîné l'augmentation des prix et des salaires ; mais à son tour l'augmentation des prix et des salaires a entraîné un accroissement de l'inflation. Il en est résulté un facteur important de déséquilibre économique.

Mais nous ne saurions nous attarder plus longtemps à cette question qui est d'ordre général ; d'autant que les réformes monétaires que nous avons étudiées n'ont eu, tout compte fait, qu'une très faible part dans l'accroissement de l'inflation (un vingtième peut-être).

En nous plaçant à un autre point de vue, les réformes monétaires polonaises ont-elles eu des conséquences politiques heureuses ?

La tâche primordiale du gouvernement polonais, au lendemain de l'armistice, consistait à faire la soudure aussi parfaite que possible des trois tronçons allemands, russe et autrichien de l'ancienne Pologne.

Par des réformes monétaires, ne risquait-il pas de créer un certain antagonisme entre ces divers territoires ?

En décrétant que le mark et le rouble n'aurent plus

cours légal, on ne favorisait ni les habitants de la Posnanie, ni ceux de l'Est de la Pologne.

Au contraire, il pouvait résulter de l'échange des couronnes des avantages sérieux pour les habitants des anciennes provinces autrichiennes, si le taux d'échange était fixé au-dessus de la valeur réelle de la couronne. Et, dans ce cas, les habitants des anciennes provinces russe et allemande seraient justifiés à protester contre des largesses qui auraient lieu à leurs dépens. Quand le gouvernement français, en 1918, a repris aux Alsaciens-Lorrains, au taux de 1 fr. 25, des marks qui ne valaient que 0 fr. 60 environ, il a enrichi les Alsaciens-Lorrains au dépens du reste de la France. On l'a dit souvent, c'est un véritable cadeau que l'Etat français a fait aux Alsaciens-Lorrains. Or, l'Etat ne fait des cadeaux qu'avec l'argent de ses sujets.

Lorsque M. Grabski soumit à la Diète son projet d'échange des couronnes, les députés de la Galicie firent une opposition considérable. Ils soutinrent que le taux d'échange proposé, de 70 Mk pour 100 Kr., lésait gravement les intérêts galiciens et réclamèrent un taux plus favorable de 85 pour 100. Si le projet gouvernemental fut voté, on s'aperçut toutefois à la violence des discussions que le régionalisme galicien menaçait encore l'unité polonaise si fragile. En fait, il est difficile de dire si les Galiciens ont été favorisés, ou, au contraire, désavantagés. Il semblerait plutôt que le taux d'échange ne leur était pas très favorable, puisque un grand nombre

de couronnes ne furent pas présentées à l'échange ou à l'estampillage.

Une mesure qui, dans un autre ordre d'idées devait avoir des conséquences extrêmement importantes, ce fut l'obligation de convertir en marks polonais, d'après un taux fixé légalement, tous les engagements contractés en roubles, marks ou couronnes.

L'article 2 du décret du 20 novembre stipule que les engagements contractés en marks allemands doivent être réglés en marks polonais pour le même montant nominal.

La loi du 29 avril 1920 décide que les engagements contractés en roubles, quel que soit le terme de leur paiement, doivent être convertis en marks polonais suivant le cours de 216 Mk pour 100 Rb, (art. 4).

Pareillement, la loi du 24 mars 1920 contient une clause aux termes de laquelle tous les paiements en couronnes doivent être effectués en marks polonais ou en couronnes estampillés.

Toutes ces dispositions marquent une intervention grave du gouvernement dans les affaires privées. L'opportunité de cette intervention est discutable. Il n'échappe pas, en effet, que des mesures aussi radicales étaient capables d'acculer à la ruine beaucoup de créanciers.

Par exemple : un Posnanien se trouvait avoir au début de 1919 une créance sur un autre Posnanien égale à 100.000 Mk allemands (mettons en francs : 25.000 fr.),

exigible en mars 1921. Le décret du 20 novembre décide que le débiteur se libérera par 100.000 Mk pol. Comme au 20 novembre, le rapport véritable des deux monnaies était de 65 pour 100, le créancier n'aurait touché à l'échéance, en supposant que le mark polonais n'ait pas changé de valeur jusqu'au mois de mars 1921 qu'une somme équivalente à 16.250 fr. Si maintenant l'on tient compte de la dépréciation considérable du mark polonais, on s'aperçoit que le débiteur se libérera par le paiement d'une somme de 100.000 Mk pol. qui ne correspond qu'à 1.600 fr. environ.

Le cours de 216 Mk pour 100 fixé pour la conversion des engagements contractés en roubles n'était pas conforme à la réalité. Tous ceux qui avaient des créances en roubles devaient donc, eux aussi, se trouver lésés. Cependant, comme le cours du rouble, depuis le 29 avril 1920, a subi une baisse à peu près proportionnelle à celle du mark polonais, il est possible, en définitive, que pour le remboursement d'une créance exigible actuellement, il n'y aurait pas avantage à recevoir un multiple de 100 roubles plutôt que le même multiple de 216 marks polonais.

Le taux fixé pour la conversion des engagements contractés en couronnes se rapprochait plus de la réalité. D'autre part, étant donnée la baisse ininterrompue de la couronne austro-hongroise, on peut également se demander si, à un moment quelconque depuis le 24 mars 1920, un créancier aurait eu un intérêt à être remboursé par

un multiple de 100 couronnes plutôt que par un multiple de 70 marks polonais.

Ce dernier cas mis à part, il faut reconnaître que, dans l'ensemble, toutes les réformes monétaires polonaises ont été favorables aux débiteurs : tout d'abord d'une façon directe, en substituant à des engagements en certaines monnaies des engagements en une autre monnaie, d'après des cours artificiels ; ensuite, d'une façon indirecte, parce que tous les engagements ont été convertis en marks polonais et que, par suite de la baisse considérable de cette monnaie, il est devenu de plus en plus facile de se libérer.

Peut-être eût-il mieux valu prendre des mesures moins radicales, donner par exemple des délais pour la conversion des engagements contractés en monnaies étrangères ou laisser aux tribunaux un large pouvoir d'interprétation.

On sait que l'arrêté du 26 novembre 1918, qui a introduit la monnaie française en Alsace-Lorraine prévoyait la conversion en francs des engagements contractés en marks dans son article 11, ainsi libellé : « Les valeurs exprimées dans tous les contrats passés en marks, soit entre Alsaciens et Lorrains, soit entre Alsaciens et Lorrains, d'une part, et Français d'autre part, seront convertis en francs, au taux de 1 fr. 25 pour 1 Mk à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1918 ».

Les difficultés d'application de cet article, rédigé dans une forme qui rappelle celle des articles des décrets po-

lonais, que nous avons reproduits plus haut, ont paru pour ainsi dire insurmontables. Il a été nécessaire qu'un arrêté du Commissaire Général de la République, en date du 4 avril 1919, en donne une interprétation officielle. Malgré cette interprétation, l'article 11 a été partout vivement critiqué; il a suscité de graves mécontentements, donné naissance à de multiples procès et mis certaines personnes dans un sérieux embarras pécuniaire.

Il est à supposer que, sous le rapport envisagé, les difficultés rencontrées en Pologne n'ont pas été très différentes de celles auxquelles on s'est heurté en Alsace-Lorraine.

D'une façon générale, lorsque dans une réforme monétaire le législateur veut fixer aux monnaies des cours différents de leurs cours réels, les difficultés les plus graves sont inéluctables.

---

## CHAPITRE VI.

---

### **Vue d'ensemble sur les réformes effectuées dans les Etats démembrés de l'ancienne monarchie d'Autriche-Hongrie ou auxquels un territoire de cette monarchie a été transféré.**

Ainsi que nous l'avons mentionné dans notre introduction, un certain nombre d'Etats ont eu à résoudre depuis l'armistice des problèmes monétaires identiques à ceux qui se sont posés en Pologne.

Il semble intéressant d'indiquer brièvement les solutions qui ont été adoptées par les gouvernements de ces Etats, avant de porter un jugement sur les réformes effectuées en Pologne.

C'est principalement la question des couronnes austro-hongroises qui retiendra notre attention.

Au lendemain de l'armistice, les Etats successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise, autres que l'Autriche et la Hongrie se montrèrent partisans de la suppression de la monnaie commune (1); ils ne voulaient

(1) L'Autriche et la Hongrie étaient au contraire opposées à la suppression de la monnaie commune. Ces deux états proposaient que

pas, en effet, que leurs nationaux aient à supporter une part quelconque des dettes de l'ancienne monarchie mais ils se déclaraient, en général, disposés à nationaliser et à prendre à leur compte les billets circulant sur leur territoire.

Cependant, le gouvernement tchéco-slovaque avait déclaré à la Banque d'Autriche-Hongrie qu'en attendant les décisions de la Conférence de la Paix, il reconnaissait provisoirement son privilège, à condition, toutefois, qu'elle ne prête plus à crédit à aucun Etat.

Mais la Banque d'Autriche-Hongrie ayant fait de nouvelles émissions (1) et consenti un prêt de 1 milliard 1/2 à l'Etat hongrois, le docteur Raschin, ministre des Finances de Tchéco-Slovaquie commença en secret des préparatifs en vue d'une séparation monétaire.

Le gouvernement yougo-slave, qui avait appris ces préparatifs, voulut prendre les devants, et, au mois de février 1919, il décréta que les couronnes circulant en Yougo-Slavie devraient être dans un certain délai estampillées. Passé ce délai les billets non estampillés n'auraient plus cours légal.

Malheureusement, le timbrage fut mal exécuté, et lorsque le cours de la couronne estampillée dépassa ce-

chacun des états successeurs prit à sa charge, proportionnellement à sa capacité économique, une partie des dettes de l'ancienne monarchie vis-à-vis de la banque d'Autriche-Hongrie.

(1) Le 31 décembre 1919, 3 milliards 1/2 de billets nouveaux avaient été émis.

lui de la couronne non estampillée, il y eut de nombreuses contrefaçons. Il fallut, en décembre 1920, procéder à un deuxième estampillage.

Le gouvernement yougo-slave profita de l'occasion pour retenir 20 pour 100 des billets présentés, suivant en cela l'exemple qui lui avait été donné par la Tchéco-Slovaquie.

En janvier 1920, les couronnes furent échangées contre des billets dinars-couronnes, à raison de 1 dinar-couronne pour 4 couronnes estampillées. A la fin de mars 1920, les anciennes couronnes avaient complètement disparu de la circulation.

En dépit des fraudes assez importantes qui se produisirent après le premier estampillage, la circulation des signes fiduciaires en Yougo-Slavie n'est actuellement que de 3 milliards de dinars environ.

Les mesures prises en Tchéco-Slovaquie méritent de retenir plus longtemps l'attention.

La loi du 25 février 1919 prescrivit l'estampillage de tous les billets de la Banque d'Autriche-Hongrie en circulation sur le territoire tchéco-slovaque. L'Etat prélevait pour cet estampillage un droit de 1 pour 100. De plus, il retenait 50 pour 100 du montant présenté à l'estampillage comme emprunt forcé (portant 1 pour 100 d'intérêt). Les titres d'emprunt étaient inaliénables, mais ils pouvaient servir à payer les impôts.

On comptait par ce procédé réduire la circulation de

moitié et l'on se plaisait à proclamer que le prix de la vie se trouverait également diminué de moitié. Le gouvernement tchéco-slovaque, en opérant cette retenue de 50 pour 100, avait aussi des projets d'impôts sur le capital. Les titres d'emprunt forcé auraient été acceptés au pair en paiement de la taxe et le solde restant après paiement de la taxe aurait été remboursé au pair. On espérait, en outre, que les particuliers, en vue d'échapper à la contribution, s'abstiendraient de faire timbrer une partie de leurs billets et qu'ils utiliseraient ces billets à des acquisitions dans les Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie. Le nombre de billets en circulation s'en trouverait réduit et il en résulterait un accroissement de la valeur de la monnaie.

Quels furent les résultats obtenus ? Combien de billets furent transformés en emprunt forcé ?

Il faut noter tout d'abord que sur les sommes inférieures à 500 Kr. présentées à l'estampillage, rien ne fut retenu comme emprunt forcé, que les fonctionnaires reçurent 1/3 de leur traitement sans retenue et que les travailleurs et les soldats reçurent l'intégralité de leur salaire et de leur solde sans retenue.

Lorsque la loi fut connue, chacun chercha à se débarrasser de son argent liquide pour éviter l'emprunt forcé. Les paysans affluèrent dans les villes où ils achetèrent tout ce qu'ils pouvaient trouver sans s'occuper des prix. Les commerçants et les industriels, craignant de leur côté une réduction de leur fonds de roulement, dou-

blèrent leur prix, mais les commerçants avaient le droit, pendant une année, de s'acquitter de tous leurs impôts en billets non timbrés.

Finalement, environ un quart seulement de la circulation fut transformé en emprunt forcé.

Une loi du 10 avril 1919 a décidé que la couronne austro-hongroise estampillée serait l'unité monétaire tchéco-slovaque, sous le nom de couronne tchéco-slovaque. La même loi prescrivait l'échange de ces billets estampillés contre de nouveaux billets d'État. Mais, pour des considérations d'ordre matériel, l'échange ne put être effectué que tardivement et lentement (1).

Etant donnée la hausse de la couronne estampillée par rapport à la couronne non estampillée, il y eut de nombreuses contrefaçons. On estime que plus d'un milliard de couronnes ont été estampillées frauduleusement. Au 31 juillet 1920, le total ds billets échangés s'élevait à 7.430 millions de Kr., 2.134 millions de Kr. ayant été retenues comme emprunt forcé.

La république tchéco-slovaque est, parmi les Etats issus de l'ancienne monarchie austro hongroise, le seul qui ait entrepris avec un réel succès la diminution de la circulation fiduciaire.

Quels furent les résultats de la réforme ? Immédiatement, la couronne tchéco-slovaque fit prime sur la couronne austro-hongroise. A Genève, dès le mois de mars 1919, la couronne tchéco-slovaque était cotée 29,75, tan-

(1) Il ne comença qu'en novembre 1919.

dis que la couronne austro-hongroise ne faisait que 24,40.

Certains ont attribué cette différence de cours à la réduction en Tchéco-Slovaquie du montant de la circulation ; d'autres, au contraire, aux conditions économiques plus favorables de ce pays. Le même phénomène ne pouvait d'ailleurs manquer d'être différemment interprété par les défenseurs de la théorie quantitative de la monnaie et par ceux qui veulent expliquer les différences de change par la balance commerciale.

La mesure prise par le docteur Raschin créa, d'autre part, en Tchéco-Slovaquie, un moment de gêne sérieuse ; le niveau des prix refusa de s'adapter au montant réduit de la circulation ; on souffrit de l'insuffisance d'instruments monétaires ; le gouvernement fut dans l'obligation de décréter un moratorium temporaire. L'afflux considérable des billets frauduleusement estampillés fut un palliatif à la crise.

On peut tout au moins tirer de ces faits l'enseignement suivant, c'est que les mesures de déflation doivent, comme on l'a souvent écrit, être progressives et assez lentes.

Presque en même temps que l'estampillage des couronnes était décrété, une banque provisoire d'émission était créée : l'office de banque du Ministère des Finances « Bankovi urad ministerstava financi ». Cet office devait remplir toutes les fonctions qui, régulièrement, incombent à un institut d'émission, en attendant qu'il ne soit

remplacé par la Banque Nationale Tchéco-Slovaque, projetée sous forme de société anonyme.

Il convient de souligner qu'un décret spécial interdit à l'Office de Banque d'accorder directement ou indirectement des crédits à l'Etat.

Ajoutons que le gouvernement tchéco-slovaque a déjà réuni une encaisse métallique de près de 150 millions de francs.

L'Assemblée nationale de Prague a voté au mois d'avril 1920, une loi concernant l'organisation de la future banque « Narodni banka ceskoslovenska » (*J. O. de la République tchéco-slovaque*, du 27 mai). D'après cette loi, les billets mis en circulation devront être couverts par une encaisse métallique qui ne devra pas être inférieure à 35 pour 100.

Au mois de mars 1919, l'Autriche et la Hongrie résolurent de suivre l'exemple de la Tchéco-Slovaquie et de la Yougo-Slavie.

En Autriche, on eut recours à un simple estampillage; il y eut environ 7 milliards de couronnes estampillées. Mais ce chiffre est loin de représenter le montant actuel de la circulation, car l'Autriche n'a pas tardé à faire de la planche à billets un usage aussi abusif que la Pologne (1).

La période de troubles par laquelle passa la Hongrie

(1) A la fin de 1920 la circulation dépassait 25 milliards.

après l'armistice, compliqua les questions monétaires de ce pays. C'est ainsi que le gouvernement de Bela Kun mit en circulation des quantités considérables de billets faux et procéda à des émissions importantes de nouveaux billets.

En mars 1920, le gouvernement de l'amiral Horthy décréta l'estampillage des billets-couronnes de la Banque d'Autriche-Hongrie. 50 pour 100 des sommes présentées devaient être retenues comme emprunt forcé. Mais il n'y eut que 7 milliards de Kr. présentés à l'estampillage sur les 15 milliards qui étaient en circulation. Beaucoup de porteurs, comme en Tchéco-Slovaquie, voulaient éluder la retenue de 50 pour 100 et certains d'entre eux espéraient pouvoir trafiquer leurs billets en vue d'un estampillage frauduleux, dans les pays où le cours du billet estampillé faisait prime.

La situation monétaire de la Roumanie, au début de 1919, se rapprochait de celle de la Pologne à la même date.

Avant la guerre, la Roumanie avait une circulation fiduciaire de 600 millions de leis émis par la Banque Nationale de Roumanie avec une garantie métallique de 40 pour 100 du montant de la circulation. Cette garantie métallique n'existe pour ainsi dire plus. Pour la soustraire aux Allemands, les Roumains l'expédièrent à Moscou en 1916, et le gouvernement des soviets s'est jusqu'ici refusé à la restituer.

Pendant leur occupation, les Allemands ont fait émet-

tre, par la Banque générale de Bucarest, environ 2 milliards et demi de leis. Ces émissions leur permettaient de solder toutes les dépenses nécessitées par l'entretien de leurs troupes et de récupérer des quantités appréciables d'or détenues par les particuliers (1).

La Banque Générale, on le voit, a joué en Roumanie sous l'occupation allemande, le même rôle que la Polska Kasa, en Pologne.

Au mois de janvier 1920, il fut décidé que tous les billets de la Banque Générale en circulation en Roumanie, seraient soumis à l'estampillage. Passé le 19 mars, les billets non estampillés ne devaient plus avoir cours légal. La Roumanie, cela va de soi, se réservait le droit de demander à l'Allemagne le remboursement des billets émis par la Banque Générale (tout au moins pour ce qui dépassait le montant de sa dette à Berlin). Il aurait fallu dans le plus bref délai procéder à l'échange des billets ainsi estampillés contre des billets de la Banque Nationale : en effet, l'estampillage est toujours facile à imiter ; d'autre part, comme les Allemands, en évacuant la Roumanie, avaient emporté les presses de la Banque Générale, il leur était facile de continuer des impressions frauduleuses en Allemagne.

Outre les billets-leis de la Banque Nationale et de la Banque Générale, il y avait les monnaies circulant sur les territoires nouvellement rattachés à la Roumanie :

(1) La garantie de ces émissions aurait été constituée à Berlin par une inscription de crédit dans une banque (Disconto Gesellschaft).

les roubles en Bessarabie, les couronnes en Transylvanie.

Peu de temps avant le vote de la loi d'unification monétaire, la circulation fiduciaire s'élevait à 4.523.863.506 leis émis par la Banque Nationale ; 2.104.725.000 leis émis par la Banque Générale (estampillés depuis le mois de janvier) ; 3.972.000.000 Kr. austro-hongroises ; 1.000.000.000 Rb. Romanoff.

Cette loi d'unification n'a été votée qu'en septembre 1920, c'est-à-dire beaucoup trop tardivement. En effet, quantité de couronnes et de roubles avaient pu entrer en Roumanie dans l'espoir d'un échange avantageux contre des leis.

Voici les dispositions principales de la loi :

Le Ministre des Finances est autorisé à retirer de la circulation, par l'intermédiaire de la Banque Nationale, les roubles et les couronnes et à les remplacer par des billets de la Banque Nationale.

Le cours des couronnes et des roubles sera établi en temps et lieu par un décret rendu en Conseil des Ministres sur la proposition du Ministre des Finances.

En même temps, la Banque Nationale est autorisée à émettre 5 milliards de leis.

Immédiatement, on arrêta les dates pour l'estampillage des couronnes et la valeur de cette monnaie fut fixée à 50 bani. C'était un taux beaucoup trop élevé.

L'échange des couronnes à ce taux eut pour conséquence une hausse sensible du prix de la vie en Rouma-

nie, d'abord en raison de l'inflation nouvelle, ensuite parce que, croyant que la couronne ne serait échangée que dans la proportion de 3 pour 1, les commerçants avaient majoré leurs prix d'environ 30 pour 100.

Si le gouvernement roumain a fixé un taux de conversion aussi élevé, ce fut pour éviter des mouvements ouvriers. La réforme a donné, dans l'ensemble, satisfaction au monde des travailleurs, mais les banques se sont trouvées dans une situation fort difficile.

---

## CHAPITRE VII.

---

### **Projet de création d'une nouvelle monnaie : le zloty.**

#### **Appréciation des réformes effectuées**

Nous avons eu l'occasion de le faire remarquer à plusieurs reprises, le mark polonais (de création allemande) n'est pas la monnaie polonaise définitive.

Dès le 28 février 1919, un décret signé du Maréchal de la Diète Trapoczynski, du Président du Conseil Padérewski et du ministre des finances Englich, a décidé que « l'unité monétaire polonaise porte le nom de zloty, dont la centième partie porte le nom de grosch ».

M. Englich et M. Karpinski auraient voulu que, par une grande réforme monétaire, la circulation soit immédiatement unifiée sur la base du zloty. M. Grabski trouva préférable, au contraire, de procéder par étapes successives, mais il manifesta dans maintes circonstances, son intention de remplacer le mark polonais par le zloty. A la séance de la Diète du 8 janvier 1920, il déclarait : « Pour sauvegarder nos intérêts financiers et économiques, il est indispensable de créer une devise polonaise stable, répondant à nos ressources naturelles

et à nos facultés de travail ; le mark polonais sera comme une étape vers cette valeur ». Puis, à la séance du 27 février : « il n'existe qu'une seule monnaie que le ministre des finances de Pologne peut favoriser : celle du mark polonais, qui constitue le passage préparatoire à l'unité monétaire définitive : le zloty ».

Nous avons vu dans un chapitre précédent que ce sont principalement les difficultés rencontrées pour donner un gage à la nouvelle monnaie qui ont déterminé M. Grabski à ajourner la création du zloty.

Avant de porter un jugement sur les réformes effectuées, c'est-à-dire sur l'œuvre de M. Grabski, il n'est sans doute pas indifférent d'exposer les projets de ses prédécesseurs, projets dont la base même était la création du zloty.

Dès le mois de mars 1919, le docteur Englich avait élaboré tout un plan de réformes, qui n'est pas sans analogies avec les réformes qui furent réalisées par le docteur Raschin en Tchéco-Slovaquie. Estimant qu'avant d'effectuer l'échange de tous les billets en circulation contre des zlotys, il convenait de connaître le montant exact de la circulation, M. Englich voulait procéder à un estampillage général, exception faite des coupures de  $1/2$  mark, 1 mark, 1 couronne et 2 couronnes. Les sommes ne dépassant pas 2.000 Mk, 1.000 Rb ou 2.500 Kr ne devaient être assujetties qu'au paiement d'un impôt de 1 pour 100, déduction faite de cet impôt, ces sommes étaient restituées en billets de banque es-

tampillés. Pour les sommes supérieures aux chiffres indiqués ci-dessus, les déposants, après acquittement de l'impôt de 1 pour 100, ne recevaient, en billets de banque estampillés, que l'équivalent de 50 pour 100, de la somme versée, le reste serait remboursé en « assignats d'emprunt » venant à échéance le 25 mai 1920, et portant intérêt à 4 pour 100. Les billets estampillés seraient ultérieurement échangés par la Banque de Pologne contre des nouveaux billets. Les billets qui n'auraient pas été estampillés à une date fixée devraient être purement et simplement confisqués.

Le docteur Englich se flattait d'atteindre un triple résultat si son projet était mis à exécution : connaître le montant exact des billets en circulation (1), obtenir une réduction sérieuse du nombre des billets en circulation, enfin constituer une encaisse qui pourrait éventuellement servir à couvrir les dépenses publiques.

Mais si le ministre des finances pouvait utiliser les billets qui avaient été retenus aux particuliers, le montant de la circulation devait revenir à son point de départ : l'opération se réduisait donc à une sorte d'impôt sur le capital, profondément injuste d'ailleurs.

Malgré de vives protestations, émanant surtout des milieux industriels et financiers, le projet du docteur Englich fut voté à la Diète. Mais, devant les difficultés d'application, le ministre des finances donna sa démis-

(1) Il eut été très intéressant de connaître le montant des couronnes en circulation dès le mois de mars 1919.

sion ; le décret ne reçut aucun commencement d'exécution. Il était notamment apparu que le public refuserait de présenter ses billets à l'estampillage, parce qu'il n'était pas persuadé que les roubles et les couronnes n'atteindraient pas, dans un avenir rapproché, un cours plus avantageux que celui de la nouvelle monnaie polonaise.

M. Kapinski conserva une partie des idées de son prédécesseur, mais il voulait substituer le zloty aux différentes monnaies en circulation sans avoir recours à aucune mesure d'estampillage.

Le 6 juin, il soumit son projet de réformes à la Diète. L'unité monétaire serait le zloty-or. Ce zloty-or, frappé à raison de 3.100 zlotys pour 1 kg d'or au titre de 0,900, serait égal, au pair, au franc et se diviserait en 100 groschen-or. Il y aurait des pièces de 10 zlotys ou demi-ducats et des pièces de 20 zlotys ou ducats. On frapperait également des pièces d'argent au titre de 0,900, de 5 et de 2 zlotys, des pièces de métal de 20 groschens et des pièces de fer de 1, 2, 5 et 10 groschens.

Le gouvernement polonais émettrait un emprunt de rente perpétuelle 4 pour 100 net de tous impôts, qui serait délivré aux porteurs de monnaies dans les proportions suivantes : 60 pour 100 de la valeur nominale des roubles, couronnes et marks présentés seraient échangés contre des titres de rente perpétuelle ; le reste serait échangé contre des zlotys.

Devant l'opposition très vive des banques et du ministre du Travail, le projet dut être abandonné.

En fixant la parité du zloty au franc, on aurait été obligé de modifier les salaires des ouvriers. Un ouvrier qui recevait 3 marks polonais pour 1 heure de travail n'aurait plus reçu qu'un zloty. Des conséquences graves auraient pu résulter d'une diminution apparente de gain pour des ouvriers presque tous illettrés.

M. Bilinski, pendant la courte durée de son ministère, n'élabora aucun projet d'ensemble.

Grâce aux réformes effectuées par son successeur, M. Grabski, un résultat appréciable a été obtenu ; à partir du mois d'avril 1920, il n'y eut plus qu'une seule monnaie circulant en Pologne.

A-t-on renoncé au zloty ?

Nullement. Mais jusqu'ici les milieux gouvernementaux ont généralement estimé qu'avant d'entreprendre aucune réforme nouvelle, il convenait d'améliorer le bilan commercial.

Cependant, certains économistes polonais sont d'avis qu'une réforme monétaire habile serait susceptible d'améliorer la situation financière polonaise et qu'on ne devrait plus différer la mise à exécution du projet de création du zloty.

Un professeur éminent de l'Université de Varsovie, M. Strasburger, écrivait récemment dans un article du *Kurjev Warszawski* : « le moment est venu d'opérer une réforme radicale de notre devise... L'année 1920 a été

désastreuse... Nous roulons sur une pente au bout de laquelle s'ouvre l'abîme de la banqueroute... Le moment est indiqué pour parer à la catastrophe, de mettre en vigueur la loi, déjà votée par la Diète, de la substitution du zloty au mark provisoire... On opérera une conversion qui reconnaîtra la dépréciation du fait du mark ; la nouvelle unité correspondra au franc-or ; le possesseur d'un billet de 100 marks recevra en échange un zloty et pour 1 mark, il recevra un grosch ».

Peut-être en effet faut-il rechercher dans une réforme monétaire, un moyen efficace pour la Pologne d'améliorer sa situation financière.

Il n'y a, d'après M. Arthur Raffalovich, que trois issues pour sortir du papier-monnaie :

1° La reprise des paiements en espèce (c'est, par exemple, ce qu'ont fait l'Angleterre en 1819 et la France en 1870),

2° La banqueroute. (Nous l'avons connue sous le Directoire).

3° Entre ces deux termes extrêmes, la dévaluation, autrement dit le retrait des billets dépréciés d'après une échelle graduée ou un chiffre déterminé. Une fois la quantité de papier-monnaie ramenée à un chiffre normal, il y a lieu de recourir aux emprunts pour diminuer la quantité restée en circulation et rembourser la dette envers la banque d'émission.

La réforme présentée par M. Strasburger aurait pour

résultat, si elle était mise à exécution, de ramener le montant de la circulation polonaise à 600.000.000 zlotys.

Que faut-il penser, d'une façon générale, des réformes monétaires qui ont été réalisées en Pologne ?

La première critique à faire au gouvernement polonais, c'est d'avoir trop longtemps tardé avant d'entreprendre ces réformes. Dès le mois de juin ou juillet 1919, le mark polonais aurait dû être la seule monnaie circulant légalement. Les marks allemands et les roubles pouvaient être rapidement supprimés de la circulation. Quant aux couronnes, point n'était besoin, pour procéder à leur estampillage, d'attendre la signature du traité de Saint-Germain : dès le début de 1919, les Yougo-Slaves et les Tchèques ont estampillés les couronnes se trouvant sur leur territoire respectif. Il était d'ailleurs nécessaire que l'estampillage soit suivi le plus rapidement possible d'un échange. Partout, en effet, l'estampillage est apparu comme un moyen inefficace, car il donne beau jeu au contrefacteur du timbre apposé (c'est par milliards que les couronnes ont été faussement estampillées en Tchéco-Slovaquie, en Roumanie et en Yougo-Slavie).

Il semble que la méthode suivie par M. Grabski, consistant à faire du mark polonais l'unité monétaire provisoire était la meilleure. Les projets de ses prédécesseurs étaient d'une réalisation pratique bien difficile et auraient pu amener des perturbations intérieures consi-

dérables. Retenir une partie des billets présentés à l'échange était une mesure difficilement applicable en Pologne. Pareille expérience, unique dans l'histoire des finances, a été tentée en Tchéco-Slovaquie (1). Elle a partiellement réussi ; mais elle n'était sans doute possible qu'avec le caractère national tchèque. Il était nécessaire d'avoir une très grande sécurité politique, une discipline sérieuse et une éducation nationale populaire très développée.

Un autre grief assez grave que l'on peut adresser aux ministres qui ont effectué les réformes, c'est d'avoir fixé des taux artificiels de conversion des marks, couronnes et roubles en marks polonais, d'avoir, en outre, décidé l'application de ces taux dans le règlement des engagements contractés entre particuliers. Puisque les Etats-Unis sont, à l'heure actuelle avec le Japon, le seul pays où l'étalon d'or est en vigueur, où les billets sont à tout moment remboursables en or, c'est avec le dollar qu'il convenait de mesurer la valeur des différentes monnaies envisagées pour établir des taux de conversion.

C'est une constatation qu'ont pu faire ceux qui, depuis l'armistice, se sont occupés des choses de Pologne, que dans tous les domaines, les Polonais bâtissent des projets gigantesques sans s'inquiéter suffisamment des moyens de réalisation pratique. C'est cette sorte de mégalomanie qui, sans doute, a conduit les premiers ministres des Finances à vouloir résoudre d'un seul coup

(1) La Yougo-Slavie n'a fait qu'une expérience très timide.

la question monétaire par la création simultanée d'une nouvelle monnaie, le zloty, destinée à remplacer immédiatement toutes les devises en circulation ; par la création d'une banque d'émission d'une importance considérable et par un mécanisme spécial d'échange, ayant pour but de réduire le montant de la circulation.

Si, dès le mois d'avril 1919, on avait entrepris sur des bases plus modestes l'œuvre d'unification qui s'imposait, si, par exemple, les premiers efforts s'étaient portés vers la création d'une banque d'émission, vers la constitution d'une garantie sérieuse aux billets émis, et qu'on ait décidé progressivement, mais sans perdre de temps, le retrait des marks et des roubles, l'estampillage et l'échange des couronnes austro-hongroises, la situation monétaire de la Pologne ne serait peut-être pas aussi angoissante qu'elle se présente actuellement.

---

## CHAPITRE VIII.

---

### **Territoires soumis à plébiscite. -- Dantzig**

Si le sentiment national seul devrait, en principe, guider dans leur vote les habitants des territoires soumis à plébiscite, en pratique, bien d'autres facteurs sont susceptibles d'avoir une influence sur leur détermination.

Dans les pays que nous envisageons et dans lesquels l'idée nationale polonaise n'avait pu que s'émousser sous l'influence du temps, où des mariages mixtes avaient été fatalement contractés, il était particulièrement à craindre que beaucoup de suffrages ne se portent là où l'intérêt les sollicitait.

Depuis l'armistice, la situation économique de la Pologne a été loin d'être brillante : elle a été très inférieure (1) à celle de l'Allemagne et de la Tchéco-Slovaquie, ses voisines. Le mark polonais n'a cessé de se déprécier considérablement par rapport au mark allemand et à la couronne tchéco-slovaque. Un habitant de Marienwerder, de Kattowitz et même de Teschen, ne pouvait attendre d'un rattachement à la Pologne aucun avantage matériel immédiat : la perspective d'hériter du mark

(1) La Russie mise à part.

polonais était, il faut le reconnaître, bien peu attirante.

Du fait de sa déplorable situation économique et financière, la Pologne devait inévitablement perdre des voix dans les plébiscites auxquels elle était intéressée.

On connaît les résultats du plébiscite de Prusse Orientale. La majorité écrasante obtenue par l'Allemagne permet d'affirmer que l'ensemble du pays était hostile au rattachement à la Pologne et que cette dernière n'aurait jamais obtenu la majorité des suffrages, même si sa situation économique avait été des plus prospères et sa monnaie tout à fait saine. Les Polonais n'avaient fait aucun projet monétaire pour le cas où tout ou partie du territoire de Prusse Orientale aurait été rattaché à la Pologne. On peut supposer que le droit commun aurait été appliqué : comme en Posnanie, un décret aurait décidé qu'à partir d'une certaine date le mark allemand cesse d'être un moyen légal de paiement et que tous les paiements seront effectués désormais en marks polonais.

Un autre plébiscite devait décider de l'attribution, soit à la Pologne, soit à la Tchéco-Slovaquie, du territoire de Teschen. La monnaie circulant dans le pays, la couronne austro-hongroise, était forcément appelée à disparaître (1). Dès le résultat du plébiscite connu, il était

(1) Conformément aux dispositions du traité de Saint-Germain.

évident qu'elle serait remplacée soit par la couronne tchéco-slovaque, soit par le mark polonais.

Lorsque, au mois de janvier 1920, M. Grabski soumit à la Diète son projet d'échange des couronnes contre des marks, au taux de 70 Mk pour 100 Kr., la question de Teschen fut soulevée. Les députés qui réclamaient un taux d'échange plus avantageux pour les porteurs de couronnes ne manquèrent pas de faire remarquer qu'en proclamant l'infériorité de la couronne par rapport au mark polonais, le gouvernement de Varsovie fournirait aux Tchèques un argument qu'ils ne se feraient pas faute d'exploiter. Ces derniers, en effet, avaient par avance admis la parité des couronnes circulant dans la Silésie de Teschen avec la couronne tchéco-slovaque. Comme la couronne Tchéco-Slovaque valait, en 1920, plus du double de la couronne austro-hongroise, on voit le sacrifice appréciable que le gouvernement tchèque était disposé à consentir en vue de s'assurer des suffrages. M. Grabski n'avait pu que reconnaître la justesse des observations qui lui avaient été présentées, aussi avait-il été conduit à admettre que le taux d'échange de 70 pour 100, valable pour tout le reste de la Pologne, ne serait pas applicable aux couronnes circulant dans la Silésie de Teschen.

Les habitants de Teschen se trouvèrent ainsi recevoir des deux Etats rivaux des promesses de valorisation de leur couronne à des taux fort avantageux. On peut facilement s'imaginer le nombre considérable de cou-

ronnes qui furent introduites en fraude sur tout le territoire soumis à plébiscite.

Finalement, comme on sait, il fut décidé qu'il n'y aurait pas de plébiscite à Teschen. Actuellement, une Commission travaille à la délimitation de la nouvelle frontière polono-tchéco-slovaque.

Le plébiscite de beaucoup le plus important devait être celui de Haute-Silésie. En se plaçant à un point de vue strictement économique, il est incontestable que, pour les Hauts-Silésiens, un rattachement à l'Allemagne ne pouvait que présenter des avantages.

La Pologne a vu le danger que lui faisait courir sa mauvaise situation économique ; elle a compris notamment que plus d'un habitant hésiterait à se prononcer en sa faveur dans la crainte d'être soumis au régime monétaire du mark polonais (1).

Dès le mois d'août 1920, le gouvernement polonais a fait voter par la Diète une loi conférant aux parties de la Haute-Silésie qui se trouveraient éventuellement rattachées à la Pologne, à la suite du plébiscite, un régime de véritable autonomie (2).

(1) Une des meilleures preuves que la question monétaire pouvait avoir une influence sur le résultat du plébiscite, c'est que les Allemands dans la période qui a précédé le plébiscite ont eu recours à de nombreuses manœuvres pour faire baisser la devise polonaise.

(2) *Journal des lois de la république polonaise*, n° 73 du 11 août 1920.

Il est nécessaire de citer ici les articles qui ont trait au régime monétaire du Palatinat de Haute-Silésie.

L'article 9 stipule :

« Les valeurs monétaires polonaises représentant le seul moyen légal de paiement dans le Palatinat de Silésie, y seront introduites après entente préalable entre le Ministère des Finances et le Conseil du Palatinat. C'est ainsi que sera fixé le mode de transition au système monétaire polonais. Pendant cette période, les dispositions contenues à l'article 10 seront en vigueur ».

C'est-à-dire : article 10 :

« Les signes monétaires allemands se trouvant en possession de la population du Palatinat de Silésie ne seront pas soumis au rachat obligatoire au profit du Trésor de l'Etat ; ces signes seront traités à l'égal des autres systèmes monétaires étrangers et admis comme tels aux opérations de bourse et de banque.

Les dispositions de l'article 2 de la loi du 20 novembre 1919, concernant les valeurs en circulation dans l'ancienne Pologne allemande, suivant lesquelles tous les engagements contractés en marks allemands sont payables en marks polonais représentant la même somme nominale, ne seront pas appliquées dans le territoire du Palatinat de Silésie ».

Pratiquement donc, le mark allemand restera la monnaie des territoires Hauts-Silésiens qui seront attribués à la Pologne, jusqu'à ce qu'une décision de la Diète

locale n'ait décidé l'introduction de la monnaie polonaise.

On peut cependant se demander si les Allemands seront disposés à laisser circuler leur monnaie dans un territoire qui vient de leur échapper ?

D'autre part, il semble peu probable, tout au moins dans le présent, que les Hauts-Silésiens soient disposés à adopter le régime monétaire polonais.

Dans ces conditions, la Diète de Haute-Silésie ne sera-t-elle pas amenée à rechercher la solution du problème dans la création d'une monnaie proprement haute-silésienne. On peut d'ailleurs se demander si la Pologne admettrait une semblable solution.

Il est, en tout cas, à peu près certain qu'il y aura, dans un avenir qui n'est peut-être pas très éloigné, une importante question monétaire haute-silésienne.

Ce serait sans doute une lacune de passer complètement sous silence la question monétaire de la ville libre de Dantzig.

Le traité de Versailles (1) a retiré à l'Allemagne tous droits et titres sur le territoire de Dantzig pour le placer sous la protection de la Société des Nations.

Cependant, les articles 104 et 107 du traité sont rédigés de telle sorte que le territoire de Dantzig se trouvera de fait sous l'influence de la Pologne.

(1) Voir partie III, section XI.

Rien n'est prévu touchant le futur régime monétaire du nouvel Etat.

Plusieurs solutions peuvent être envisagées :

Le maintien du mark allemand comme monnaie légale ;

La création d'une monnaie dantzigoise spéciale ;

La substitution de la monnaie polonaise à la monnaie allemande ;

L'autorisation de se servir, pour les paiements, à la fois de la monnaie allemande et de la monnaie polonaise (à l'exemple de ce qui a lieu dans le bassin de la Sarre, où aucune restriction ne peut être imposée à la circulation de la monnaie française).

Actuellement, le mark allemand est toujours la monnaie légale de la ville libre de Dantzig ; mais, pratiquement, des transactions y sont effectuées en marks polonais.

---

## CONCLUSION.

---

Le Secrétariat de la Société des Nations, dans un ouvrage qu'il a publié l'année dernière, *Régimes et circulations monétaires d'après guerre* (1) n'a pas fait l'exposé de la situation monétaire de la plupart des pays de l'Europe centrale. On lit dans la préface : « Cette omission est due à la difficulté d'obtenir des renseignements dignes de foi sur ces pays et à ce fait que la désorganisation y est si profonde qu'il ne semble guère probable que le système existant actuellement puisse servir de base à une reconstruction. Ces pays souffrent des mêmes maux que leurs voisins, mais la guerre y a exercé non seulement une action directe, mais aussi une action indirecte sur la monnaie, rendant nécessaires des changements de nature à compliquer davantage la situation économique. On se trouve, dans ces pays, en présence d'un dilemme : d'une part la réforme monétaire est la condition nécessaire d'une reconstruction économique durable, d'autre part, une tentative de réforme monétaire est vouée à l'insuccès tant que l'on ne pourra assurer l'équilibre des conditions politiques, sociales et économiques ».

(1) L'ouvrage le plus complet et le mieux documenté qui existe sur la question.

Ces remarques, fort justes, s'appliquent parfaitement bien à la Pologne et peut-être faut-il retenir surtout de notre étude, que la réforme monétaire est la condition nécessaire d'une reconstruction économique polonaise.

Nous nous sommes attachés à ne donner que des renseignements exacts pris à des sources certaines. Il n'est pas douteux que, sur bien des points, nous avons été incomplets : notamment, les conséquences des réformes effectuées sont fort difficiles à mettre en lumière : les statistiques, en effet, n'existent pour ainsi dire pas et les témoignages des individus ou les articles de presse sont, sur certains points, tellement divergents qu'il est à peu près impossible de posséder la réalité.

Cet travail permettra néanmoins de se faire une opinion d'ensemble de la question monétaire polonaise qui, jusqu'à ce jour, n'a pas encore été traitée en France.

Il n'existe pas de monnaie dont l'effondrement ait été plus rapide et plus considérable que celui du mark polonais ; certains pessimistes n'ont pas craint de vouloir tirer de cet effondrement des conséquences extrêmes touchant l'avenir même du nouvel Etat. Lorsqu'on a pu se rendre compte des difficultés rencontrées par le gouvernement polonais dans tous les domaines, mais plus particulièrement dans le domaine monétaire, on ne peut qu'être porté à beaucoup d'indulgence en face des nombreuses erreurs commises.

Il convient, avant tout, de mettre en garde nos amis de l'Est contre toutes mesures d'apparence sédui-

santes mais contraires aux lois économiques. Qu'ils soient persuadés que si certaines d'entre elles peuvent pour un moment neutraliser les causes fondamentales du mal, elles ne sauraient, en aucun cas, le supprimer.

Il faut se féliciter que le nouveau Ministre des Finances, M. Steczkowski, ait reconnu que ses prédécesseurs, chaque fois qu'ils se sont écartés de la saine doctrine économique n'ont fait qu'aggraver la situation ; et que, pour sa part, il se soit déclaré formellement opposé à toute mesure visant à assainir artificiellement la devise polonaise.

Que le gouvernement polonais s'inspire des recommandations de la Conférence financière internationale de Bruxelles, à laquelle nous nous sommes déjà référés et que nous citerons pour terminer : « Il est de la plus haute importance que les gouvernements renoncent dans le plus bref délai possible, à toutes les mesures contraires aux lois économiques et d'un effet purement artificiel, qui masquent à la population la véritable situation économique du pays ».

*Vu, le Président de thèse :*

HITIER.

*Vu, le Doyen :*

LARNAUDE.

*Vu, et permis d'imprimer,*

*Le Recteur de l'Académie de Paris :*

APPEL



## BIBLIOGRAPHIE

---

Traité de Versailles.

Traité de Saint-Germain.

Rapport général de la Conférence financière internationale  
de Bruxelles.

Note de la section de presse de la délégation polonaise à la  
Conférence de la paix, relative à la politique financière  
de la Pologne (janvier 1920).

*Journal des lois de la République polonaise.*

*Moniteur polonais.*

*Courrier de Poznan.*

*Journal de Pologne.*

*La Pologne* (politique économique, littéraire et artistique)  
(revue).

*Polonia* (revue).

*Neue Zürcher Zeitung* (mars 1921).

*Frankfurter Zeitung* (mars 1921).

*Berliner Tageblatt* (février 1919).

*Arbeiter Zeitung* (février 1919).

*Berichte aus den neuen Staaten* (Vienne).

*The Economist.*

*Times* et suppléments du *Times*.

*France Europe Orientale* (revue).

*France Bohême* (revue).

*Revue des Sciences politiques* (décembre 1919).

*Revue d'Économie politique* (mars-avril 1920).

*Le Progrès* (roumain).

La monnaie saine tuera la vie chère, par Georges Valois.

Rapport annuel de la Banque de France.

*Le Marché financier*, par Arthur Raffalovich.

Mémoire de M. Charles Gide, pour la Conférence Internationale de Bruxelles.

Des finances modernes pour vivre, par Corréard.

*La Pologne* (thèse pour le doctorat politique et économique),  
par Tavernier.

Régimes et circulations monétaires d'après guerre (documentation réunie sur l'initiative du secrétariat de la Société des Nations).

*Functions of Money*, par Spalding.

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                                                                                               |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| INTRODUCTION .....                                                                                                                                                                            | 3   |
| CHAPITRE I.                                                                                                                                                                                   |     |
| La situation monétaire en Pologne, en avril 1919.....                                                                                                                                         | 15  |
| CHAPITRE II.                                                                                                                                                                                  |     |
| Ler réformes effectuées en Pologne.....                                                                                                                                                       | 24  |
| 1. Suppression de l'usage du mark allemand.....                                                                                                                                               | 28  |
| 2. Estampillage et échange de couronnes austro-hongroises...                                                                                                                                  | 30  |
| 3. Interdiction de faire des paiements en roubles.....                                                                                                                                        | 40  |
| CHAPITRE III.                                                                                                                                                                                 |     |
| Dispositions financières du Traité de Saint-Germain intéressant le régime monétaire de la Pologne.....                                                                                        | 45  |
| CHAPITRE IV.                                                                                                                                                                                  |     |
| Banque d'émission polonaise.....                                                                                                                                                              | 52  |
| CHAPITRE V.                                                                                                                                                                                   |     |
| Conséquences des réformes monétaires effectuées en Pologne.....                                                                                                                               | 66  |
| CHAPITRE VI.                                                                                                                                                                                  |     |
| Vue d'ensemble sur les réformes monétaires effectuées dans les Etats démembrés de l'ancienne monarchie d'Autriche-Hongrie ou auxquels un territoire de la dite monarchie a été transféré..... | 74  |
| (Yougo-Slavie; Tchéco-Slovaquie; Autriche; Hongrie; Roumanie)                                                                                                                                 |     |
| CHAPITRE VII.                                                                                                                                                                                 |     |
| Projets de création d'une nouvelle monnaie « le zloty ». — Appréciation des réformes effectuées.....                                                                                          | 85  |
| CHAPITRE VIII.                                                                                                                                                                                |     |
| Territoires soumis à plébiscite, Dantzig.....                                                                                                                                                 | 94  |
| CONCLUSION.....                                                                                                                                                                               | 101 |





